

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :  
083-248300543-20220224-lmc1186303-DE-1-1  
Date de validation par la préfecture : mardi 1 mars  
2022  
Date d'affichage : 28/02/2022

**CONSEIL METROPOLITAIN DU  
jeudi 24 février 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 81**

**QUORUM : 41**

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE  
MEDITERRANEE convoqué le jeudi 24 février 2022, a été  
assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : Madame Béatrice VEYRAT-MASSON

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
72	8	1

**OBJET DE LA DELIBERATION**

**N° 22/02/21**

**CONVENTIONS D'ACHAT  
D'EAU EN GROS A LA  
SOCIETE DU CANAL DE  
PROVENCE POUR LE  
PERIMETRE DU SECTEUR  
CENTRE- AUTORISATION  
DE SIGNATURE**

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Valérie BATESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Hélène BILL, M. Frédéric BOCCALETTI, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, Madame Basma BOUCHKARA, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Marie-Hélène CHARLES, Monsieur Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Yannick CHENEVAR, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Michel DURBANO, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, M. Hubert FALCO, Mme Claude GALLI-ARNAUD, Mme Brigitte GENETELLI, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Delphine GROSSO, Mme Pascale JANVIER, M. Laurent JEROME, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, M. Emilién LEONI, M. Philippe LEROY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, Mme Josette MASSI, M. Jean-Louis MASSON, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, Mme Isabelle MONFORT, M. Christophe MORENO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Virginie PIN, Mme Valérie RIALLAND, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TANGUY, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Magali TURBATTE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT

**REPRESENTES :**

Mme Béatrice BROTONS représenté(e) par Mme Nadine ESPINASSE, M. François CARRASSAN représenté(e) par M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Josy CHAMBON représenté(e) par M. Gilles VINCENT, Mme Amandine LAYEC représenté(e) par Mme Valérie MONDONE, Mme Geneviève LEVY représenté(e) par M. Mohamed MAHALI, Mme Chantal PORTUESE représenté(e) par M. Jean-David MARION, M. Christian SIMON représenté(e) par M. Jean-Louis MASSON, Mme Sandra TORRES représenté(e) par Mme Anaïs DIR

**ABSENTS :**

M. Arnaud LATIL

## **Séance Publique du 24 février 2022**

**N° D' O R D R E : 22/02/21**

**O B J E T : CONVENTIONS D'ACHAT D'EAU EN GROS  
A LA SOCIETE DU CANAL DE PROVENCE  
POUR LE PERIMETRE DU SECTEUR CENTRE-  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

### **LE CONSEIL METROPOLITAIN**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n° 21/09/283 du 30 septembre 2021 approuvant le choix du délégataire pour le service d'eau potable du Secteur Centre du 01/01/2022 au 31/12/2023,

**VU** le contrat de délégation de service public d'eau potable conclu avec la société Compagnie des Eaux et de l'Ozone pour l'exploitation du service d'eau potable du secteur Centre du 01/01/2022 au 31/12/2033, en particulier l'article 5.2.5 relatif aux achats d'eau en gros,

**VU** le contrat de délégation de service public d'eau potable conclu avec la société Compagnie des Eaux et de l'Ozone pour l'exploitation du service d'eau potable de l'Ex-SIAE la Valette, la Garde, le Pradet jusqu'au 31/12/2026,

**VU** le protocole d'accord conclu entre la ville de Toulon et la Société du Canal de Provence le 28/11/2008 dans le cadre d'une gestion coordonnée des ressources du Verdon et du lac de Carcès,

**VU** le contrat de fourniture d'eau conclu entre la Société du Canal de Provence, la Compagnie des Eaux et de l'Ozone et la ville de Toulon le 20/02/2009 complété de ses trois avenants régissant l'alimentation des postes de livraison des Laures et de Fort Rouge et arrivant à échéance au 31/12/2021,

**VU** le contrat de fourniture d'eau conclu entre la Société du Canal de Provence et le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau de la Valette, la Garde et le Pradet du 30/12/2013 complété de son avenant régissant l'alimentation du poste de livraison de Pierrascas et arrivant à échéance au 31/12/2023,

**VU** l'avis de la Commission Espaces Publics et Proximité du 25 janvier 2022,

**VU** l'avis de la Commission des Finances et Administration Générale du 7 février 2022,

**CONSIDERANT** l'intérêt commun de la Métropole TPM et de la Société du Canal de Provence à poursuivre la politique de gestion coordonnée des ressources initiée et à l'étendre à l'approvisionnement de l'ensemble du territoire métropolitain,

**CONSIDERANT** le protocole de gestion coordonnée des ressources n°10762 annexé explicitant les dispositions générales convenues entre la Métropole TPM et la Société du Canal de Provence pour une gestion raisonnée et équilibrée des ressources en eau et des infrastructures hydrauliques sur l'ensemble du territoire ainsi que les dispositions particulières applicables sur le territoire du secteur centre,

**CONSIDERANT** que ces dispositions particulières sont également prévues dans le cadre du contrat de délégation de service public d'eau potable du secteur centre, et notamment la mutualisation de la fourniture de secours entre les postes de livraison de Pierrascas, les Laures et le Fort Rouge,

**CONSIDERANT** la nécessité de les transcrire, dans les contrats de fourniture d'eau au secteur centre et à l'ex-SIAE jusqu'au 31/12/2026,

**CONSIDERANT** les contrats de fourniture d'eau n°10763 et n°10764 annexés fixant les conditions techniques et financières de livraison d'eau sur le secteur centre et sur l'ex-SIAE pour la période du 01/01/2022 au 31/12/2026,

**CONSIDÉRANT** que les factures d'achat d'eau seront établies au nom de la Compagne des Eaux et de l'Ozone en tant que délégataire du service d'eau potable du secteur centre d'une part et en tant que délégataire du service d'eau potable de l'ex-SIAE d'autre part,

Et après en avoir délibéré,



# DECIDE

## **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé ci-dessus.

## **ARTICLE 2**

**D'APPROUVER** les termes des conventions suivantes :

- Protocole d'accord relatif aux conditions d'alimentation en eau de la Métropole Toulon Provence Méditerranée par la Société du Canal de Provence dans le cadre d'une gestion coordonnée des ressources du Verdon et des ressources locales métropolitaines ;
- Contrat de fourniture d'eau brute et d'eau potable de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur le secteur centre ;
- Contrat de fourniture d'eau brute et d'eau potable de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur l'ex-SIAE la Valette, la Garde et le Pradet.

## **ARTICLE 3**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole TPM à signer les conventions suivantes :

- Protocole d'accord relatif aux conditions d'alimentation en eau de la Métropole Toulon Provence Méditerranée par la Société du Canal de Provence dans le cadre d'une gestion coordonnée des ressources du Verdon et des ressources locales métropolitaines ;
- Contrat de fourniture d'eau brute et d'eau potable de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur le secteur centre ;
- Contrat de fourniture d'eau brute et d'eau potable de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur l'ex-SIAE la Valette, la Garde et le Pradet.

## **ARTICLE 4**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole TPM à prendre toutes les dispositions et de signer tous les actes nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à TOULON, le 24 février 2022



Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre

POUR : 79

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

Elus ne prenant pas part au vote :  
**M. Christian SIMON**

**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

**SOCIETE DU CANAL DE PROVENCE  
ET D'AMENAGEMENT DE LA REGION PROVENÇALE**

**Concession Régionale du Canal de Provence**

**PROTOCOLE D'ACCORD RELATIF AUX CONDITIONS  
D'ALIMENTATION EN EAU DE LA METROPOLE TOULON  
PROVENCE MEDITERRANEE PAR LA SCP DANS LE CADRE  
D'UNE GESTION COORDONNEE DES RESSOURCES DU VERDON  
ET DES RESSOURCES LOCALES METROPOLITAINES**

**Protocole N° 10762**

Janvier 2022



## PROTOCOLE DE GESTION COORDONNEE DES RESSOURCES N° 10762

<b>N° Client :</b> 135955 (MTPM)
----------------------------------

ENTRE :

**La METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE** représentée par son Président, M. Hubert FALCO, agissant en vertu de la délibération N°.....du Conseil Métropolitain en date du.....et désignée dans ce qui suit par "**Métropole TPM**"

d'une part,

ET :

**La SOCIETE DU CANAL DE PROVENCE ET D'AMENAGEMENT DE LA REGION PROVENCALE**, S.A. d'économie mixte, immatriculée au RCS d'Aix-en-Provence sous le numéro 057 813 131 dont le siège social est situé au Tholonet - CS 70064 - 13182 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 5,

agissant en qualité de concessionnaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur au terme du décret de concession N°63-509 du 15 mai 1963, de la convention relative au transfert à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur des biens de la concession d'Etat signée le 30 décembre 2008 et de l'avenant à la convention et au cahier des charges de la concession signé le 9 février 2009 entre la Région et la SCP,

représentée par son Directeur général , Monsieur Jean Luc IVALDI , et désignée ci-après par «**SCP** »

d'autre part,

Il est exposé et arrêté ce qui suit :



## PREAMBULE

La commune de Toulon et la SCP ont signé le 28/11/2008 un protocole d'accord relatif aux conditions d'alimentation en eau de la commune de Toulon par la SCP dans le cadre d'une gestion coordonnée des ressources du Verdon et du lac de Carcès visant à faciliter la préservation des milieux.

Ce protocole d'accord N°9093, encore en vigueur à ce jour, spécifie les modalités de mobilisation de la ressource du Verdon au poste de livraison des Laures avec l'application du tarif spécifique « Complément de ressource » et les engagements de diminution des prélèvements sur les ressources du système Carcès afin d'améliorer l'état des milieux aquatiques du bassin versant de l'Argens.

Depuis le 01/01/2018, la Métropole TPM exerce la compétence eau potable. Elle est donc, de plein droit, le co-contractant du protocole de gestion coordonnée des ressources N° 9093. La Métropole TPM dispose, pour l'alimentation en eau potable de son territoire, d'autorisations de prélèvements sur les ressources locales superficielles constituées par les retenues de Carcès et de Dardennes et sur les ressources souterraines des communes de La Garde, Le Pradet, Le Revest, Hyères, Carqueiranne, Six Fours, Ollioules, Saint Mandrier.

La Métropole TPM a organisé la gestion des services de l'eau des communes de son territoire dans une logique géographique et technique prenant en compte les modes de gestion et les unités de production existantes :

- Le secteur Ouest (Saint Mandrier, Ollioules, La Seyne-sur Mer)
- Le secteur Centre (Toulon, Le Revest, La Valette, Le Pradet)
- Le secteur Est (Hyères, Carqueiranne et la Crau)
- Les régies (Six-Fours et La Garde)

La Métropole TPM s'est également engagée dans une démarche d'élaboration du schéma directeur d'alimentation en eau potable métropolitain afin de répondre aux enjeux démographiques, économiques et environnementaux de son territoire avec une vision transversale et à long terme.

Concernant la préservation des ressources, les sous-bassins versants du Caramy et de l'Issole, identifiés en déséquilibre quantitatif en période d'étiage, ont été classés par l'Etat en Zone de Répartition des Eaux (ZRE), par l'arrêté du 27 novembre 2014. Dans ce cadre, La Métropole TPM a activement pris part à la concertation pour l'élaboration du Plan de Gestion de la Ressource en Eau permettant d'organiser le partage de l'eau et de mettre en œuvre les actions pour restaurer l'équilibre quantitatif des ressources en eau. En particulier, la restitution du débit réservé au Caramy à l'aval de la retenue de Carcès récemment notifié par arrêté préfectoral participe activement à l'atteinte de ces objectifs.

La SCP, en charge d'une mission de service public pour la mobilisation et le transfert d'une ressource à caractère régional issue des réserves constituées sur le Verdon, souhaite continuer à travailler en partenariat avec la Métropole TPM pour une gestion coordonnée et concertée des ressources en eau avec une vision long terme. Ceci afin de permettre une optimisation de la sécurisation en eau du territoire et des financements publics et pour faciliter la mise en œuvre des engagements environnementaux.



A l'occasion de la consultation de la concession du service public pour l'exploitation du service de l'eau potable du secteur Centre, la Métropole TPM a exprimé auprès de la SCP sa volonté de poursuivre la politique de Gestion Coordonnée des Ressources en l'élargissant à l'ensemble de l'approvisionnement en eau de ce territoire.

Le présent protocole a pour objet d'expliciter :

- les dispositions générales convenues entre la Métropole TPM et la SCP pour une gestion raisonnée et équilibrée des ressources en eau et des infrastructures hydrauliques ;
- les dispositions particulières qui s'appliqueront sur le territoire du secteur Centre.

Si des modalités complémentaires sont identifiées sur un autre secteur de la Métropole TPM pour favoriser la mobilisation de la ressource sécurisée du Verdon afin de préserver les ressources locales et mettre en œuvre les objectifs du protocole, elles pourront faire l'objet d'un avenant.

## **ARTICLE 1 - ENGAGEMENT GENERAL METROPOLE TPM / SCP**

La Métropole TPM et SCP se rejoignent sur les objectifs généraux :

- d'une gestion raisonnée et équilibrée des ressources en eau locales et régionales pour satisfaire tous les besoins en eau dans un contexte de changement climatique et dans l'objectif de préservation du milieu naturel.
- d'une optimisation des investissements portés par la Métropole TPM et par la Concession régionale du Canal de Provence pour réduire la dépense publique.
- d'une sécurisation mutuelle des ressources et infrastructures.

Aussi, la Métropole TPM et la SCP s'engagent sur les points suivants :

- Examen en commun des possibilités en vue d'améliorer la sécurisation d'approvisionnement en eau sur le territoire de la Métropole TPM et optimiser les investissements de l'une et l'autre des parties.
- Prise en compte dans les schémas directeurs des possibilités offertes par la concession régionale, tant sur le plan technique que tarifaire.
- Concertation pour faciliter les grandes opérations de rénovation de la Métropole TPM et de la concession régionale du Canal de Provence qui permettent l'alimentation en eau du territoire, ainsi que les opérations d'exploitation et maintenance de ces infrastructures.

## **ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS POUR LE SECTEUR CENTRE**

### **2.1 DISPOSITIONS GENERALES**

A l'échelle du secteur Centre, les ressources et points de livraison concernés sont :

- Ressources locales métropolitaines :
  - Retenue de Carcès – Autorisation de prélèvement de 1 100l/s par arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juin 1966
  - Retenue de Dardennes et source du Ragas - Autorisation de prélèvement de 500l/s par arrêté préfectoral du 31 juillet 2019
  - Forage Fontqueballe à la Garde – Autorisation de prélèvement de 70l/s par arrêtés préfectoraux du 3 septembre 2019 et du 7 janvier 2020
  - Forage de la Foux au Pradet – Procédure d'autorisation en cours
  - Ressource de Saint Antoine - Procédure d'autorisation en cours
- Approvisionnement en eau du Verdon par les infrastructures de la Concession régionale du Canal de Provence :
  - Au poste de livraison des Laures : Capacité de livraison de 800l/s en eau brute
  - Au poste de livraison de Pierrascas : Capacité de livraison de 90l/s en eau brute
  - Au poste de livraison de Fort Rouge : Capacité de livraison de 300 l/s en eau potable.

### **2.2 ENGAGEMENTS DE LA SCP**

#### **2.2.1 Répondre à la satisfaction des besoins en eau de la Métropole**

La SCP s'engage à maintenir les capacités de transport des infrastructures régionales permettant :

- de fournir un débit de 890 l/s en eau brute sur la branche de Toulon Est qui pourra être mobilisé au poste des Laures et au poste de Pierrascas dans la limite de la capacité de chacun des postes et dans la mesure où les contrats de fourniture d'eau précisent la souscription de ces débits.
- de fournir un débit de 300l/s en eau potabilisée par l'usine d'Hugueneuve sur la branche de Toulon Ouest au poste de livraison de Fort Rouge, et notamment de maintenir en état la conduite SCP d'alimentation du poste de livraison, dans la mesure où le contrat de fourniture d'eau précise la souscription de ces débits.



### **2.2.2 Appliquer le tarif complément de ressources.**

La SCP s'engage à appliquer le tarif « Complément de ressources » aux fournitures annuelles souscrites aux postes de livraison des Laures, de Pierrascas et de Fort Rouge dans le cadre de la gestion coordonnée des ressources dans la limite des ressources locales éligibles telles qu'énumérées à l'article 2.1.

Ce tarif préférentiel, représente un rabais de dix-huit pourcent (18 %) sur le tarif normal eau brute de la zone tarifaire 1. Le rabais s'applique à toutes les composantes hors taxes du tarif, redevances de débit et redevances de consommation.

### **2.2.3 Apporter de la souplesse dans la mobilisation de la ressource du Verdon**

Pour faciliter la mobilisation de la ressource Verdon par la Métropole TPM et lui permettre d'améliorer sa politique environnementale et de sécurisation de l'alimentation en eau de son territoire sans alourdir le coût des achats d'eau, SCP accepte d'accorder de la souplesse dans la mobilisation de la ressource entre les postes des Laures, de Fort Rouge et de Pierrascas.

Cette souplesse pourra se traduire par un transfert de souscription de la fourniture secours et/ ou de la fourniture annuelle au tarif Complément de ressource sur l'un ou l'autre des postes de livraison. Ces modalités seront actées dans les contrats de fourniture d'eau.

Il est convenu, sur la durée du protocole, d'une possibilité de transfert de la souscription en fourniture secours eau brute du poste des Laures sur celui de Fort Rouge. Ainsi il ne sera pas facturé de redevance de débit eau brute secours sur le poste de Fort Rouge.

## **2.3 – ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TPM**

### **2.3.1 Mobilisation de la ressource sécurisée du Verdon**

La Métropole TPM s'engage à maintenir sur une période minimum de 12 ans :

- une souscription minimale globale de 800l/s en eau brute sur la branche de Toulon Est, aux Postes des Laures et de Pierrascas, avec possibilité de transfert de la souscription secours des Laures sur Fort Rouge.
- une souscription minimale globale de 260l/s en eau potable au poste de Fort Rouge, en payant les redevances de potabilisation hormis celles relatives au débit minimum continu contribuant au renouvellement de l'eau dans la conduite d'alimentation du poste.
- une souscription minimale de 200l/s en fourniture annuelle.



### **2.3.2 Engagement environnemental**

La mobilisation de la ressource sécurisée du Verdon sur le poste des Laures, de Pierrascas et de Fort Rouge a pour objectif de faciliter la mise en œuvre par la Métropole TPM des engagements suivants :

- La restitution du débit réservé sur Carcès conformément à l'arrêté préfectoral du 26 avril 2021.
- La restitution du débit réservé sur Dardennes conformément à l'arrêté préfectoral du 3 mars 2021.
- La préservation des ressources souterraines du secteur Centre mobilisables par les forages de Fontqueballe et de la Foux.

Le suivi annuel des volumes prélevés sur les ressources Métropolitaines et des débits restitués au milieu naturel à l'aval des retenues de Carcès et de Dardennes est mis en place.

Les parties conviennent de se réunir à minima 2 fois par an pour partager et échanger sur les sujets faisant parti des engagements du protocole.

### **ARTICLE 3 - CLAUSE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**

Les parties sont attachées à ce que la conduite de leurs affaires soit fondée sur des valeurs d'éthique et d'intégrité ; la lutte contre la fraude et la corruption est une de leur priorité.

Les parties se garantissent mutuellement qu'elles n'ont pas commis d'acte en violation de la loi du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite « Sapin 2 », pour obtenir le bénéfice du présent protocole et s'engagent à s'y conformer et à exercer ses activités dans le strict respect des lois et réglementations applicables.

(Les attentes et engagements de la SCP en la matière sont énoncés dans son code de conduite, disponible sur le site internet <https://canaldeprovence.com>.)

Le non-respect du présent article constitue une faute ouvrant droit à résiliation, sans versement d'indemnité et sans préjudice des dommages-intérêts ou recours prévus par la loi.

## ARTICLE 4 - MISE EN APPLICATION ET DUREE DU PROTOCOLE

### 4.1 – DUREE - MISE EN APPLICATION DU PROTOCOLE

Le présent protocole prend effet à compter du 01/01/2022 ou à la date de sa signature par la dernière partie signataire si celle-ci est postérieure. Sa date d'échéance est fixée au 31/12/2033.

Au plus tard douze mois avant l'échéance, les parties se rapprocheront à l'initiative de la partie la plus diligente afin d'envisager la suite à donner.

Ce protocole se substitue au protocole d'accord N° 9093 signé le 28/11/2008 entre la Commune de Toulon et la SCP, qui sera résilié de plein droit à la date de prise d'effet du présent protocole.

La mise en application de ses dispositions reste conditionnée à la souscription de contrat de fourniture d'eau qui en précise les modalités, ainsi qu'au respect des conditions environnementales susvisées.

### 4.2 – REGLEMENT DES DIFFERENTS - CONDITIONS DE RESILIATIONS

Chaque partie s'engage à toujours adopter vis-à-vis de l'autre un comportement loyal et de bonne foi, et notamment à porter sans délai à la connaissance de l'autre partie tout différend ou toutes difficultés qu'elle pourrait rencontrer dans la mise en œuvre du présent protocole.

Si un désaccord devait naître à l'occasion de l'interprétation et/ou de l'application des dispositions du présent protocole, les parties se rapprocheront pour trouver une solution amiable.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties de ses obligations au terme du présent protocole ou de toute autre convention liée, l'autre partie pourra procéder à la résiliation de façon unilatérale, dans un délai de trente jours après remise d'une lettre contre décharge ou tout autre moyen permettant de ménager une preuve de la réception, comportant une mise en demeure de s'exécuter restée sans effet en tout ou partie.

Fait au Tholonet, le

14 JAN. 2022

A Toulon, le

Le Directeur général  
de la Société du Canal de Provence  
et d'aménagement de la région provençale,

Jean-Luc IVALDI



Le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Hubert FALCO

## **METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

### **LA COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE**

Délégataire de service public de production d'eau potable de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur le secteur Centre

### **SOCIETE DU CANAL DE PROVENCE**

### **ET D'AMENAGEMENT DE LA REGION PROVENÇALE**

Concession Régionale du Canal de Provence

## **CONTRAT N° 10763**

## **FOURNITURE D'EAU BRUTE ET D'EAU POTABLE DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE SUR LE SECTEUR CENTRE**

Janvier 2022





**CONTRAT DE FOURNITURE D'EAU N° 10763**

<b>N° Client :</b>	N° 135955 (MTPM Contractant) N° 126779 (CEO Contractant et Facturé)
<b>N° Postes :</b>	N° 28.01.90.841 (Les Laures) N° 29.60.04.842 (Fort Rouge)

ENTRE :

**La METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE** représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO, agissant en vertu de la délibération N° .....du Conseil Métropolitain en date du ..... et désignée dans ce qui suit par "**Métropole TPM**"

**LA COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE** Société en commandite par actions au capital de 4 846 880 euros, dont le Siège Social est 21 rue de La Boétie, immatriculée sous le numéro 775 667 363 RCS Paris, et faisant élection de domicile en ses locaux sis Rue des Oliviers ZA le Pouverel 83130 LA GARDE, représentée par le Directeur Régional, Monsieur Eric LAHAYE et dénommée dans ce qui suit par « **CEO** »

Désignés conjointement par « **Le Client** »

d'une part,

ET :

**La SOCIETE DU CANAL DE PROVENCE ET D'AMENAGEMENT DE LA REGION PROVENCALE**, S.A. d'économie mixte, immatriculée au RCS d'Aix-en-Provence sous le numéro 057 813 131 dont le siège social est situé au Tholonet - CS 70064 - 13182 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 5,

agissant en qualité de concessionnaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur au terme du décret de concession N°63-509 du 15 mai 1963, de la convention relative au transfert à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur des biens de la concession d'Etat signée le 30 décembre 2008 et de l'avenant à la convention et au cahier des charges de la concession signé le 9 février 2009 entre la Région et la SCP, représentée par son Directeur Général, Monsieur Jean Luc IVALDI, et désignée ci-après par « **SCP** »

d'autre part,

Désignés conjointement par "**les Parties**"

Il est exposé et arrêté ce qui suit :

## PREAMBULE

Le secteur Centre de la Métropole TPM qui englobe les communes de Toulon, le Revest les Eaux, la Valette du Var, et le Pradet et le périmètre de l'ex-SIAE La Valette-du-Var, La Garde et le Pradet est alimenté par la ressource sécurisée du Verdon :

- au poste de livraison des Laures, en eau brute. Cette eau est ensuite traitée par l'usine métropolitaine de la Valette,
- au poste de livraison de Fort Rouge, en eau potable traitée par l'usine de la concession régionale d'Hugueneuve,
- au poste de livraison de Pierrascas, en eau brute. Cette eau est ensuite traitée par l'usine métropolitaine de Pierrascas.

L'alimentation aux postes des Laures et de Fort Rouge est régie par le contrat de fourniture d'eau n°9109 du 20/02/2009 signé initialement par la Ville de Toulon, la CEO et la SCP et conclu pour une période de 11 ans. Ce contrat a été modifié par l'avenant N° 1 du 30/09/2009, l'avenant N° 2 du 20/03/2019 qui fixe notamment les souscriptions aux postes de livraison, et l'avenant N° 3 du 09/03/2020 qui prolonge la durée du contrat de deux ans soit jusqu'au 31/12/2021.

La délégation du service public (DSP) pour l'exploitation du service de l'eau potable du périmètre de Toulon, confiée à la SET, arrive à échéance le 31/12/2021.

L'alimentation au poste de Pierrascas est régie par le contrat de fourniture d'eau N° 9781 du 30/12/2013 et son avenant N° 1 du 11/12/2017, signés initialement par le SIAE La Garde La Valette Le Pradet et la SCP. Ce contrat d'une durée de cinq ans a été reconduit tacitement au 01/01/2019. Sa date d'échéance est le 31/12/2023.

La délégation du service public (DSP) pour l'exploitation du service de l'eau potable du périmètre de l'ex-SIAE La Valette-du-Var, La Garde et le Pradet, confiée à la CEO, arrivera à échéance le 31/12/2026.

Au cours de l'année 2020, la Métropole TPM a engagé des discussions avec la SCP pour convenir des modalités de l'alimentation en eau du territoire, avec une vision globale et à long terme.

Ces dispositions sont contractualisées par le protocole de gestion coordonnée des ressources N° 10762 signé concomitamment au présent contrat et d'une durée de 12 ans soit jusqu'au 31/12/2033.

Les dispositions particulières convenues pour le secteur Centre ont été reprises par la Métropole TPM dans le cahier des charges de la consultation pour la DSP de l'exploitation du service de l'eau potable et sont actées par le présent contrat de fourniture d'eau qui fixe les modalités de l'alimentation en eau aux postes des Laures et de Fort Rouge.

Les dispositions concernant l'alimentation en eau au poste de Pierrascas sont actées par un nouveau contrat de fourniture d'eau N° 10764 signé concomitamment au présent contrat.



La durée du présent contrat de fourniture d'eau pour le secteur centre est de cinq ans, afin que sa date d'échéance corresponde à la fin du contrat de DSP du périmètre de l'ex-SIAE La Valette-du-Var, La Garde et le Pradet.

A l'issue de cette période le nouveau contrat de fourniture d'eau pour le secteur Centre englobera les dispositions pour l'alimentation du poste de Pierrascas, dans le respect du protocole de gestion coordonnée des ressources.

Ceci exposé, les Parties conviennent de ce qui suit :

## **TITRE I - CONDITIONS GENERALES**

Le présent contrat est conclu aux conditions générales du service des eaux urbaines de la SCP et aux conditions spéciales « potabilisation de l'eau » ci-jointes, constatées par procès-verbal établi par Maître MOYA, huissier de justice à Aix en Provence en date du 16/12/2021, et approuvées par délibération de la Région Provence Alpes Côte d'azur, autorité concédante de la SCP en date du 17/12/2021, dont le Client déclare avoir pris connaissance et accepté les termes, ainsi qu'aux conditions particulières ci-dessous qui prévalent sur les conditions générales dans la mesure où elles traitent des mêmes articles et pour ce en quoi les conditions particulières y dérogent.

## **TITRE II – CONDITIONS PARTICULIERES**

### **ARTICLE 1 – DUREE DU CONTRAT**

Le contrat est conclu pour une période de 5 ans. Sa date d'expiration est fixée au 31/12/2026.

### **ARTICLE 2 - DÉBITS SOUSCRITS**

Le Client souscrit à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022, selon les dispositions particulières précisées à l'article 3 et aux conditions tarifaires précisées à l'article 6, les débits suivants :

- **Au poste de livraison N° 28.01.90.841 dit « Les Laures »**
  - En fourniture annuelle eau brute.....147 l/s (cent quarante-sept litres par seconde)
  - En fourniture secours eau brute.....618 l/s (six cent dix-huit litres par seconde)
- **Au poste de livraison N° 29.60.04.842 dit « Fort Rouge »**
  - En fourniture annuelle eau potable.....3 l/s (trois litres par seconde)
  - En fourniture secours eau potable.....257 l/s (deux cent cinquante-sept litres par seconde)

Les souscriptions ne peuvent pas être baissées sur la durée du contrat.

### **ARTICLE 3 - DISPOSITIONS PARTICULIERES LIEES A LA GESTION COORDONNEE DES RESSOURCES**

MTPM s'inscrit avec la SCP dans une démarche partenariale de gestion coordonnée des ressources visant à préserver au mieux les ressources locales en privilégiant la mobilisation de la ressource sécurisée du Verdon.

Ce partenariat fait l'objet du protocole de gestion coordonnée des ressources N° 10762 signé conjointement au présent contrat.

Par ce protocole, la Métropole TPM s'engage à maintenir, sur une durée de 12 ans :

- Une souscription minimum globale de 800 l/s en eau brute, répartie sur les postes des Laures et de Pierrascas,
- Une souscription minimum globale de 260 l/s en eau potable au poste de Fort Rouge,
- Une souscription minimum en fourniture annuelle de 200 l/s.

En contrepartie de cet engagement, pour faciliter la mobilisation de la ressource du Verdon à partir de chacun des postes de livraison, sont convenues les dispositions des articles 3.1 à 3.2.

*Toutes les dispositions concernant le poste de Pierrascas mentionnées ci-dessous sont conditionnées par la signature concomitante du contrat de fourniture d'eau N°10764 entre la Métropole TPM, la CEO et la SCP, faute de quoi elles ne pourraient s'appliquer.*

#### **3.1 Dispositions particulières concernant la fourniture annuelle**

##### **3.1.1 Application du tarif Complément de ressource**

Les débits souscrits dans le présent contrat au titre de la fourniture annuelle sont facturés au tarif complément de ressource.

Ce tarif « Complément de ressource » s'appliquera à tous les débits supplémentaires qui seraient souscrits en fourniture annuelle au cours du contrat.

##### **3.1.2 Fourniture annuelle de 3l/s souscrite à Fort Rouge**

Pour éviter la création d'une branche d'eaux mortes incompatible avec une desserte en eau potable, le Client s'engage à une consommation continue de 3l/s afin de permettre de renouvellement de l'eau dans la conduite d'alimentation du poste et concourir ainsi au maintien de la qualité de l'eau.

Les redevances eau brute (redevances de débit et de consommation) sont facturées au tarif Complément de ressource. Le CUO est fixé à 1.

Les redevances de potabilisation (redevances de débit et de consommation) ne sont pas facturées.



### **3.1.3 Transfert des souscriptions du poste des Laures à celui de Fort Rouge**

Pour faciliter des travaux de maintenance programmée sur les infrastructures de la Métropole TPM et permettre la mobilisation de la ressource Verdon au meilleur coût, la souscription de 147 l/s en fourniture annuelle au poste des Laures, est transférable temporairement sur le poste de Fort Rouge.

Cette mobilisation de la fourniture annuelle au poste de Fort Rouge sera planifiée et programmée plusieurs mois à l'avance pour tenir compte à la fois des contraintes d'exploitation de la Métropole TPM et de la SCP. Elle sera effectuée selon un calendrier validé préalablement par les parties.

La redevance de débit eau brute correspondant aux souscriptions transférées restera facturée sur le poste des Laures. Aussi il n'y aura pas de facturation de la redevance de débit eau brute sur le poste de Fort Rouge.

La redevance de débit potabilisation sera facturée au tarif Normal sur le poste de Fort Rouge, au prorata temporis du nombre de jours d'utilisation, avec une durée minimum de 30 jours par période de transfert. Le CUO est fixé à 1.

Les redevances de consommation en fourniture annuelle seront facturées sur le poste de Fort Rouge au tarif Complément de ressource pour l'eau brute et au tarif Normal pour la potabilisation.

## **3.2 Fourniture secours**

### **3.2.1 Transfert des souscriptions du poste des Laures à celui de Fort Rouge**

Sur la souscription de 618 l/s en fourniture de secours au poste des Laures, 257 l/s sont transférables temporairement en cas d'un besoin exceptionnel, sur le poste de Fort Rouge.

Ce transfert sera effectué à la demande expresse du Client, formulée par téléphone et confirmée immédiatement par mail au centre d'exploitation SCP d'Ollioules dont les coordonnées figurent sur la fiche de contact du poste de Fort Rouge mentionnée à l'article 4.3. Le débit sera mis à disposition dans un délai maximum de deux heures (2 h) dans la mesure où le client maintient une consommation continue de 3 l/s permettant le renouvellement de l'eau dans la conduite.

La redevance de débit eau brute correspondant aux souscriptions transférées restera facturée sur le poste des Laures. Aussi il ne sera pas facturé de redevance de débit secours eau brute sur le poste de Fort Rouge.

Seule la redevance annuelle de débit « potabilisation » de 257 l/s au tarif secours est facturée sur le poste de Fort Rouge.

La franchise annuelle de consommation liée à la souscription secours de 618 l/s en eau brute sur le poste des Laures est de 185 400m<sup>3</sup> conformément aux conditions générales.





Les volumes consommés au titre du secours sur le poste des Laures, ceux consommés, en cas de demande de transfert des débits sur le poste de Fort Rouge sont mutualisés pour déterminer les volumes imputables sur la franchise de consommation et ceux qui sont facturés.

De même le coefficient de prélèvement sera calculé en tenant compte du débit de 618l/s et des volumes consommés en secours sur le poste des Laures et de Fort Rouge.

Ces dispositions s'appliquent uniquement pour le calcul des redevances de consommation eau brute. Les redevances de consommation potabilisation sont facturées dès le premier m<sup>3</sup>.

### **3.2.2 Transfert des souscriptions du poste de Pierrascas à celui des Laures**

Les souscriptions au poste de Pierrascas sont définies par le contrat de fourniture d'eau N° 10764 signé concomitamment au présent contrat.

La souscription de 35 l/s en fourniture de secours au Poste de Pierrascas pourra être mobilisée en cas de besoin exceptionnel au poste des Laures.

Ce transfert sera effectué à la demande expresse du Client, formulée par téléphone et confirmée immédiatement par mail au centre d'exploitation SCP de la Crau dont les coordonnées figurent sur la fiche de contact du poste des Laures mentionnée à l'article 4.3.

La redevance annuelle de débit en fourniture de secours eau brute restera affectée au poste de Pierrascas.

Les volumes mobilisés aux Laures dans le cadre de ce transfert seront facturés sur ce poste.

## **ARTICLE 4 – MISE A DISPOSITION DES EAUX**

### **4.1 Poste de livraison – point de livraison - pression**

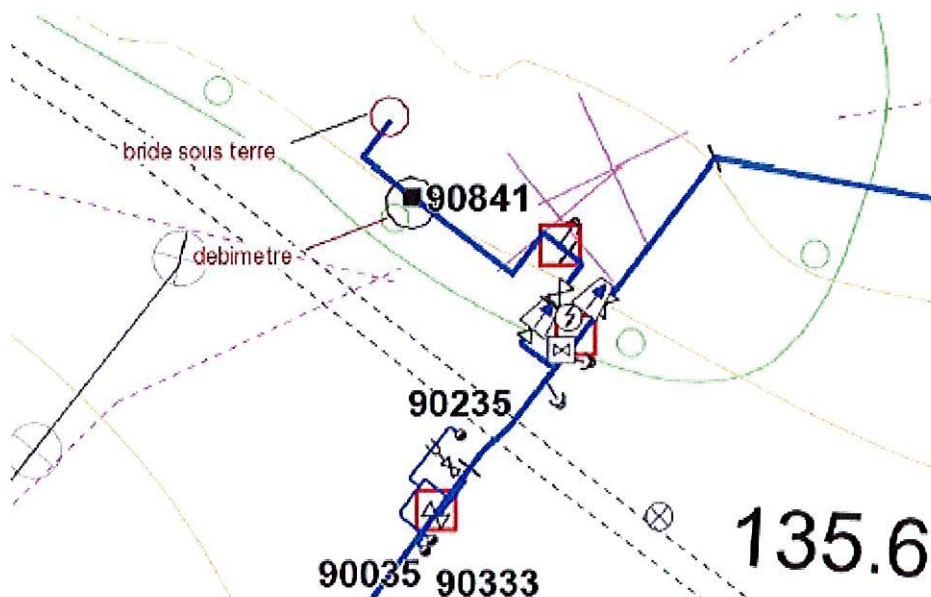
- Poste de livraison des Laures

Le poste de livraison se situe sur la commune de La Farlède, au quartier des Laures.



Les coordonnées GPS sont Latitude: 43,166303 ; Longitude: 6,025270

Le point de livraison des eaux, qui matérialise la limite entre le réseau SCP et le réseau privatif de la Métropole TPM, se situe à l'aval du débitmètre du poste de livraison, au niveau de la bride enterrée sous terre comme représenté ci-dessous.



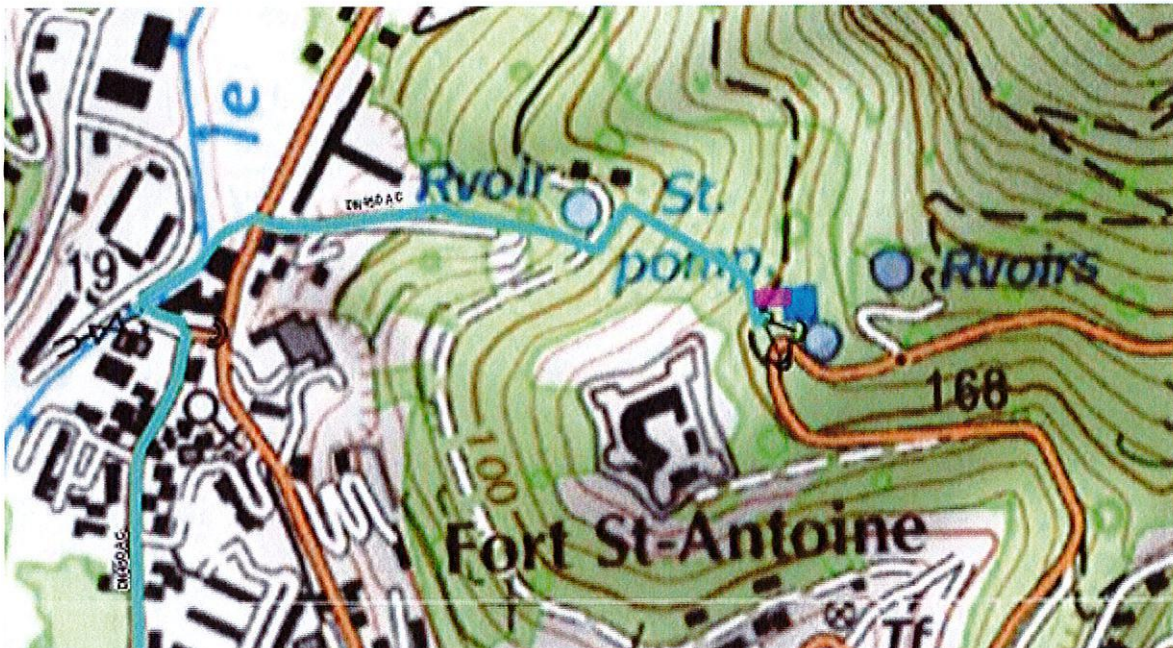
L'altitude du poste est de 141 m NGF.

- La pression minimale garantie est de .....75 m CE
- La pression maximale de service, hors régime transitoire est de ..... 118 m CE



- Poste de livraison de Fort Rouge

Le poste de livraison est situé sur la commune de Toulon, au lieu-dit Fort Rouge.



Les coordonnées GPS sont Latitude: 891209,12 ; Longitude: 100229,37

Le point de livraison des eaux, qui matérialise la limite entre le réseau SCP et le réseau privatif de la Métropole TPM, se situe au niveau de la bride à l'aval du regard de comptage, à l'intérieur de la clôture d'enceinte.

Le poste est situé à l'altitude de 155 m NGF,

- la pression minimale garantie est de ..... 31 m CE
- la pression maximale de service, hors régime transitoire est de ..... 104 m CE

#### 4.2 – Equipement du poste de livraison et mesure des quantités d'eau fournies

- Poste de livraison des Laures

Le poste de livraison est équipé d'appareillages permettant le comptage des volumes livrés et la limitation des débits souscrits à la valeur maximale de 800 l/s.

Le débit de 765 l/s souscrit sur le poste des Laures est mis à disposition en permanence par la SCP. Comme stipulé à l'article 3 ci-dessus, en cas de besoin, le Client peut demander le transfert des 35 l/s souscrits en secours du poste de Pierrascas sur le poste des Laures.

Le compteur installé est de type multi tranches. Les tranches sont ainsi définies :

	Débits souscrits	Tarifs appliqués
1 <sup>ère</sup> tranche	0 – 147 l/s	Complément de ressource
2 <sup>ème</sup> tranche	147-765 l/s	Secours
3 <sup>ème</sup> tranche	765-800 l/s	Secours (en cas de transfert de Pierrascas aux Laures)

En cas de demande de transfert du débit de 257l/s en secours du poste des Laures sur le poste de Fort Rouge, les tranches sont ainsi définies :

	Débits souscrits	Tarifs appliqués
1 <sup>ère</sup> tranche	0 - 147 l/s	Complément de ressource
2 <sup>ème</sup> tranche	147 - 508 l/s	Secours
3 <sup>ème</sup> tranche	508 – 543 l/s	Secours (en cas de transfert de Pierrascas aux Laures)
	Au-delà des tranches 2 ou 3	Fournitures imprévues

En cas de demande de transfert du débit de 147l/s en fourniture annuelle du poste des Laures sur le poste de Fort Rouge, les tranches sont ainsi définies :

	Débits souscrits	Tarifs appliqués
1 <sup>ère</sup> tranche	0 – 147 l/s	Secours
2 <sup>ème</sup> tranche	147-618 l/s	Secours
3 <sup>ème</sup> tranche	618-653 l/s	Secours (en cas de transfert de Pierrascas aux Laures)
	Au-delà des tranches 2 ou 3	Fournitures imprévues

- Poste de livraison de Fort Rouge

Le poste de livraison est composé d'une passe principale en DN350 et d'un bypass en DN300. Afin d'éviter l'éventuel transfert de matières qui pourraient être mises en suspension par l'appel soudain d'un gros débit, ces passes sont équipées de piège à objet avec capteurs de colmatage.

Le poste comporte aussi une passe en DN 80 permettant de délivrer un débit minimum continu.

Chaque passe est équipée d'appareillages permettant de limiter le débit et de compter les volumes livrés.





En cas de demande de transfert de la fourniture annuelle du poste des Laures sur le poste de Fort Rouge, les tranches sont ainsi définies :

	Débites souscrits	Tarifs appliqués
1 <sup>ère</sup> tranche	0 - 150 l/s	Complément de ressource eau brute ; Normal potabilisation
2 <sup>ème</sup> tranche	150 - 260 l/s	Secours
	Au-delà de 260 l/s	Fournitures imprévues

#### 4.3 Continuité de la fourniture d'eau

Comme stipulé à l'article 20.3 des conditions générales, la SCP s'engage à prendre en compte les contraintes de production du Client dans ses processus d'exploitation notamment pour que, lors d'une coupure, le Client bénéficie d'une information privilégiée.

Pour cela, une fiche de contact pour chaque point de livraison est disponible sur le « compte client » de MTPM. Ce compte client sécurisé du site internet de la SCP est accessible via [www.canaldeprovence.com](http://www.canaldeprovence.com) et permet au Client et à la SCP d'identifier et de joindre les bons interlocuteurs pour les questions relatives à la continuité du service de l'eau. La tenue à jour de cette fiche est donc primordiale. La SCP et la Métropole TPM s'engagent à remplir et mettre à jour cette fiche de contact chaque fois que cela est nécessaire.

#### ARTICLE 5 - QUALITE DE L'EAU

- Poste de livraison des Laures

Le poste de livraison des Laures est alimenté en eau issue du Verdon. Il s'agit d'une eau brute n'ayant subi aucun traitement ou filtration préalable. Toutefois la SCP s'engage à protéger, sécuriser et adapter ses ouvrages de transport afin de conserver au mieux la qualité intrinsèque de l'eau brute livrée.

- Poste de livraison de Fort Rouge

Le poste de livraison est alimenté en eau issue du Verdon traitée à l'usine de potabilisation d'Hugueneuve. C'est une eau potable qui répond aux normes actuellement en vigueur selon le code de la Santé Publique (articles R -1321-2 et suivants).

Il est convenu d'une consommation continue de 3 l/s, pour permettre le renouvellement de l'eau dans la conduite d'alimentation.

## ARTICLE 6 – TARIFS

Les tarifs appliqués aux fournitures d'eau effectuées par la SCP aux postes des Laures et de Fort Rouge sont ceux, de la zone tarifaire 1.

Les tarifs eau brute s'appliquent sur les postes des Laures et de Fort Rouge sauf dispositions contraires précisées à l'article 3.

Les tarifs potabilisation s'appliquent en supplément des tarifs eaux brute sur le poste de Fort Rouge sauf dispositions contraires précisées à l'article 3.

A titre indicatif les tarifs de l'année 2022 sont indiqués ci-dessous.

### 6.1 Fourniture annuelle

#### Tarif Complément de ressource eau brute

De par les dispositions convenues à l'article 3 du contrat, les fournitures annuelles eau brute sont facturées au tarif spécifique Complément de ressource. Ce tarif représente un rabais de dix-huit pourcents (18 %) sur le tarif normal de la zone tarifaire 1. Le rabais s'applique à toutes les composantes hors taxes du tarif, redevances de débit et redevances de consommation.

. Redevance annuelle de débit en € HT par litre/seconde souscrit :

$$(3251,56 + (5527,66/Q-1)) \times \text{CUO}$$

Q = Débit souscrit en litre/seconde.

CUO = Coefficient d'utilisation des ouvrages prévu à l'article 32.4 des conditions générales.

. Redevance de consommation en € HT par mètre cube :

En période hors pointe (15 septembre - 14 mai).....	0,10139
En période de pointe (15 mai - 14 septembre).....	0,31832

#### Tarif normal potabilisation

. Redevance annuelle de débit en € HT par litre/seconde souscrit : 2063,89 x CUO.

. Redevance de consommation en € HT par mètre cube :

En période hors pointe (15 septembre - 14 mai).....	0,08760
En période de pointe (15 mai - 14 septembre).....	0,25329

## 6.2 Fourniture de secours

### Tarif secours eau brute

. Redevance annuelle de débit par litre seconde souscrit.....	1 321,77
. Redevance de consommation par mètre cube :	
En période hors pointe (15 septembre - 14 mai).....	0,61825
En période de pointe (15 mai - 14 septembre).....	1,94095

### Tarif secours potabilisation

. Redevance annuelle de débit par litre seconde souscrit.....	687,96
. Redevance de consommation par mètre cube :	
En période hors pointe (15 septembre - 14 mai).....	0,43800
En période de pointe (15 mai - 14 septembre).....	1,26645

Les redevances annuelles seront révisées en fonction des variations économiques ainsi que le prévoit l'article 42 des conditions générales du service de l'eau.

## ARTICLE 7 - FACTURATION ET REGLEMENT DES REDEVANCES

### 7.1-Taxes et Impôts

Conformément à la législation en vigueur, les redevances sont explicitement majorées, lors de la facturation, de la TVA (5,5% actuellement) et des charges fiscales ou redevances frappant éventuellement les ventes d'eau.

Les redevances d'Agence de l'Eau (RAE) liées aux prélèvements d'eau, telles qu'approuvées par le Comité de Bassin, sont collectées par la SCP pour le compte de l'Agence.

Le montant facturé est proportionnel aux volumes d'eau prélevés, c'est à dire aux volumes effectivement livrés affectés du coefficient de rendement des ouvrages. Ce coefficient est calculé annuellement comme étant la moyenne des rendements des trois dernières années échues. A titre indicatif, pour l'année 2020, le coefficient de rendement s'élevait à 0,88.

### 7.2 - Envoi des factures et responsabilité du paiement

Sur demande de la Métropole TPM et comme le prévoit l'article 41.5 des conditions générales, les factures seront adressées pour recouvrement à :



**Siège social**

Compagnie des Eaux et de l'Ozone (CEO)  
 Véolia Eau –Territoire Var Provence Méditerranée  
 Rue des Oliviers  
 Le Pouverel – BP 80 120  
 83957 LA GARDE CEDEX

**Adresse de recouvrement**

Compagnie des Eaux et de l'Ozone(CEO)  
 CS 10579  
 83041 TOULON CEDEX 09

agissant en qualité de délégataire de la Métropole TPM sur le secteur Centre par contrat de délégation en vigueur du 01/01/2022 au 31/12/2033.

Le CEO représentera la Métropole TPM et assurera en son nom le paiement des factures. La Métropole TPM se porte fort du paiement des factures par son délégataire et les règlera à sa place en cas de défaillance de ce dernier.

Si la convention liant la CEO à la Métropole TPM venait à prendre fin pour quelque cause que ce soit avant la date d'expiration du présent contrat, la Métropole TPM informera la SCP des nouvelles modalités de facturation qu'elle souhaite voir appliquer, soit en lui indiquant les coordonnées du nouveau délégataire en charge du règlement, soit en informant la SCP qu'elle reprend à son compte les achats d'eau.

**ARTICLE 8 - PRISE D'EFFET DU CONTRAT**

Le présent contrat prend effet à compter du 01/01/2022 ou à la date de sa signature si celle-ci est postérieure.

Fait au Tholonet, le **14 JAN. 2022**

A Toulon, le

Le Directeur Général  
 de la Société du Canal de Provence  
 et d'Aménagement de la Région Provençale,

Le Président de la Métropole  
 Toulon Provence Méditerranée,

Jean Luc IVALDI



Hubert FALCO

A La Garde, le

Le Directeur Régional  
 De la Compagnie des Eaux et de l'Ozone,

Eric LAHAYE



## **ANNEXES**

- **Conditions générales du service de l'eau : Eaux urbaines de la SCP**

CG 25/décembre 2021 ; constatées par procès-verbal établi par Maitre MOYA, huissier de justice à Aix en Provence en date du 16/12/2021.

- **Conditions spéciales « Potabilisation de l'eau », complément des conditions générales du service des eaux urbaines.**

CG 28/décembre 2021 ; constatées par procès-verbal établi par Maitre MOYA, huissier de justice à Aix en Provence en date du 16/12/2021.





#### GLOSSAIRE

Les conditions générales du service de l'eau définissent les obligations mutuelles de la SCP et de ses Clients dans le cadre de la fourniture d'eau pour les besoins des collectivités. La SCP désigne la Société du Canal de Provence.

Le Client désigne le titulaire du contrat.

Le débit est le volume d'eau (en litre) délivré par unité de temps (en seconde).

Le point de livraison désigne la limite entre le réseau SCP et le réseau privatif du Client.

Le poste de livraison désigne l'ouvrage de livraison d'eau matérialisé par un regard enterré. Il abrite les équipements permettant de contrôler les débits et de comptabiliser les volumes livrés aux Clients.

Le compteur multitranches désigne le compteur qui distingue les débits correspondant à chaque type de fourniture et calcule les volumes consommés par tranche qui en résultent.

Le compteur totalisateur désigne l'appareil unique de comptage sans distinction de tranche de débits.

La pression désigne la charge disponible pour le débit souscrit exprimée en mCE (mètre de colonne d'eau) à la sortie de la prise (1 bar ~ 10,2 mCE).

La pression garantie désigne la pression minimale garantie contractuellement par la SCP à son Client au point de livraison.

La pression maximale de service (PMS) désigne la pression maximale en régime hydraulique permanent.

Le régime transitoire désigne l'écoulement non permanent caractérisé par des oscillations de pression et de débit. Ces oscillations sont provoquées par une modification rapide du régime d'écoulement en un point de la conduite (ouverture ou fermeture de vanne, démarrage ou arrêt de pompe, etc.).

Le barème désigne la valeur annuelle des redevances. Les barèmes sont édités chaque année et mis à disposition des Clients sur le site internet de la SCP.

Le coefficient d'utilisation des ouvrages (CUO) pondère la redevance annuelle de débit en incitant le Client à lisser sa consommation sur l'année.

Le coefficient de rendement des ouvrages désigne le rapport entre les volumes livrés à partir des réseaux de distribution de la SCP et les volumes prélevés dans la ressource en eau.

La force majeure désigne tout événement imprévu, échappant au contrôle de la SCP et dont les effets insurmontables l'obligent à interrompre la fourniture d'eau : notamment le gel, la rupture de canalisations, les inondations ou autres catastrophes naturelles, actes de terrorisme, pollution.

#### 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

##### 10 - Objet du service

Le service « Eaux Urbaines » est destiné aux collectivités territoriales, établissements publics ou privés, pour satisfaire l'ensemble des besoins en eau de leur population.

Le service de l'eau est assuré en laissant au Client le libre choix du débit qu'il désire prélever dans la limite du débit souscrit et pendant les périodes demandées au contrat.

Les collectivités territoriales et établissements publics ou privés désirant être alimentées en « Eaux Urbaines » par la SCP doivent souscrire un contrat, sauf fourniture imprévue.

Les tarifs applicables sont les tarifs « Eaux Urbaines » aux conditions ci-après.

La SCP rappelle à ses Clients la nécessité d'une consommation sobre et respectueuse de la préservation de l'environnement.

##### 11 - Assistance au Client

La SCP s'engage à mettre en œuvre un service de qualité garantissant notamment les prestations suivantes :

- une assistance technique 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour répondre aux urgences concernant l'alimentation en eau,
- la mise à disposition d'un interlocuteur privilégié, susceptible de se déplacer et mettre en relation le Client avec les experts de la SCP dans tous ses domaines de compétence.
- la tenue d'une réunion annuelle, à la demande du Client, pour suivre l'évolution de ses besoins, ses consommations et facturations, et le conseiller sur une adaptation éventuelle de son contrat,
- une fiche contact permettant au Client et à la SCP d'identifier et de joindre les bons interlocuteurs, notamment pour les questions relatives à la continuité du service de l'eau précisées à l'article 20.3 des présentes conditions générales,
- un traitement prioritaire des demandes et une réponse écrite aux courriers dans les 10 jours ouvrés,
- un espace Client au sein du site internet de la SCP permettant au Client de :
  - accéder en permanence à ses :
    - contrat(s) du service de l'eau avec la SCP,
    - factures avec un historique de 2 ans,
    - consommations avec un suivi sur 5 ans,
    - contacts avec les coordonnées détaillées de ses interlocuteurs à la SCP,
    - informations sur la qualité de l'eau et résultats des analyses périodiques effectuées en l'un des points de prélèvement du réseau de surveillance.
  - suivre en temps réel les débits mobilisés au poste de livraison
  - activer des alertes de débit et de consommation,
  - mettre à jour ses coordonnées et ses contacts,
  - géo-localiser son ou ses postes de livraison.

##### 12 - Différents types de fourniture

Selon ses besoins, le Client dispose de trois types de fourniture, auxquels s'appliquent les tarifs définis à l'article 32.

##### 12.1 - Fourniture annuelle

La fourniture annuelle d'eau urbaine est destinée aux Clients dont les besoins en eau s'étalent sur toute l'année ou une grande partie de celle-ci. Les débits souscrits pour une fourniture annuelle sont mis en permanence à la disposition du Client et facturés au tarif normal sauf cas particuliers précisés à l'article 32.1 des présentes conditions générales.

##### 12.2 - Fourniture saisonnière

La fourniture saisonnière est destinée aux Clients dont les besoins en eau augmentent en période estivale. Les débits souscrits en fourniture saisonnière sont par défaut mis à disposition du Client sur une durée de quatre mois correspondant à la période de pointe. A titre exceptionnel ils peuvent être mis à disposition à la demande moyennant un délai de prévenance. La durée de mise à disposition de la fourniture saisonnière s'étendra alors de la date de la demande à la fin de la période de pointe.

La fourniture saisonnière est facturée au tarif saisonnier.

##### 12.3 - Fourniture de secours

La fourniture de secours est destinée aux Clients désirant s'assurer de la disponibilité des débits nécessaires à des besoins ponctuels (défaillance accidentelle de leur alimentation, événement exceptionnel...). Les débits souscrits en fourniture de secours sont par défaut mis en permanence à disposition du Client. A titre exceptionnel ils peuvent être mis à disposition à la demande moyennant un délai de prévenance. La durée de mise à disposition de la fourniture de secours s'étendra alors de la date de la demande au 31 décembre de l'année d'utilisation.

La fourniture de secours est facturée au tarif secours.

##### 13 - Qualité des eaux

L'eau acheminée par le Canal de Provence est brute. C'est une eau naturelle qui n'a subi aucun traitement physique ou chimique. Elle n'est donc pas destinée à la consommation humaine en l'état.

La SCP s'engage à préserver la qualité originelle de l'eau durant son parcours, grâce aux dispositions constructives des ouvrages de transport et à des procédures d'exploitation de ses réseaux, afin de conserver au mieux la qualité de l'eau brute livrée. La qualité de l'eau fait l'objet d'un suivi en continu grâce à un réseau de capteurs répartis sur l'ensemble des ouvrages et à la réalisation d'analyses périodiques systématiques en laboratoire.

Toutefois, s'agissant d'eaux brutes, la responsabilité de la SCP ne pourra pas être engagée en cas de dommages résultant de l'utilisation ou de la distribution de l'eau fournie sans un traitement préalable approprié, tel que défini par les autorités sanitaires et mis en place par le Client.

#### 2 - MISE A DISPOSITION DES EAUX

##### 20 - Livraison des eaux

###### 20.1 - Point de livraison

Le point de livraison des eaux se situe à l'aval immédiat du poste de livraison de la SCP. Il matérialise la limite entre le réseau SCP et le réseau privatif du Client. Le Client est seul responsable de la partie du réseau située à l'aval du point de livraison, ainsi que de tout appareil qu'il pourrait y installer.

###### 20.2.1 - Sujétions foncières

Le raccordement du Client est subordonné à la constitution préalable des servitudes, ou droits de propriété, nécessaires à l'installation et à l'exploitation des canalisations et des ouvrages annexes destinés à la desserte du Client.

###### 20.2.2 - Accès aux ouvrages et communication des informations

Le Client s'engage à assurer en permanence aux agents de la SCP le libre accès aux ouvrages de la SCP situés sur sa propriété. Il ne peut en revanche accéder lui-même au poste de livraison, sauf autorisation préalable de la SCP.

Le Client peut demander la retransmission en temps réel des informations disponibles relatives à la fourniture d'eau. La SCP facture dans ce cas au Client le coût d'établissement du dispositif de retransmission et de son fonctionnement. Les renseignements fournis n'ont qu'une valeur indicative et sont transmis sous réserve de la précision et de la fiabilité du matériel de transmission. Ils ne peuvent en aucun cas être utilisés par le Client pour la régulation de son réseau privé.

###### 20.3 - Continuité de la fourniture d'eau

La SCP s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires pour assurer la continuité de la fourniture d'eau et, en cas d'incident, son rétablissement dans les délais les plus brefs. Pour permettre l'exécution de travaux ou de manœuvres d'exploitation, la SCP peut être dans l'obligation d'interrompre la livraison de l'eau. Les Clients risquant d'être affectés par ces interruptions seront informés de la programmation et de la durée prévisible des arrêts dans les conditions décrites ci-après. Tout autre défaut de livraison d'eau par la SCP est présumé avoir pour cause des circonstances exceptionnelles impérieuses ou un cas de force majeure. La SCP se réserve le droit, exclusivement en cas d'impérieuse nécessité, d'instituer provisoirement un service réduit pour assurer une desserte équitable de l'ensemble des Clients. L'interruption de la fourniture pour les motifs évoqués ci-dessus ne pourra donner lieu à réclamation.

La SCP s'engage à prendre en compte les contraintes de production du Client dans ses processus d'exploitation, pour que lors d'une coupure, le Client bénéficie d'une information privilégiée. En cas d'interruption programmée du service de l'eau, la SCP s'engage à :

- examiner avec le Client la date, l'heure et la durée de l'interruption du service,
  - informer le Client 10 jours avant l'interruption par courrier et téléphone,
  - informer le Client à la remise en eau.
- En cas d'interruption non programmée du service de l'eau, la SCP s'engage à avertir le



Client par téléphone dans les premières heures qui suivent le moment où la SCP prend connaissance de l'interruption (conformément aux précisions mentionnées au contrat). La SCP s'engage également à prendre en compte les contraintes du Client vis-à-vis de la continuité du service de l'eau, lors de la définition des programmes de rénovation (priorisation, voire anticipation des rénovations) et de sécurisation (maillages, réserves...).

#### 20.4 - Débits et pression

Le Client est libre de mobiliser le débit au point de livraison dans la limite du débit souscrit. Les débits délivrés au Client sont garantis compte tenu de la précision des appareillages utilisés.

Le contrat précise la valeur de la pression minimale garantie pour le débit souscrit au point de livraison ainsi que la valeur de la pression maximale de service hors régimes transitoires. La SCP ne peut être tenue pour responsable de l'absence de délivrance du débit souscrit si les installations du Client ne permettent pas de le mobiliser à la pression garantie au poste.

En régime transitoire, la pression peut varier par rapport aux limites de pressions spécifiées au contrat. Le Client doit protéger ses propres installations contre les régimes transitoires susceptibles d'être générés par le réseau SCP, sur la base de suppressions pouvant atteindre 4 bars au-dessus de la pression maximale de service spécifiée au contrat. Il doit également les protéger contre les régimes transitoires générés par le fonctionnement de ses propres ouvrages. La SCP peut apporter un conseil complémentaire adapté aux conditions spécifiques des installations du Client.

#### 20.5 - Equipement du poste de livraison et mesure des quantités d'eau fournies

Les volumes consommés sont mesurés par des appareils de comptage, placés par la SCP, dont la précision est conforme aux textes réglementaires en vigueur. Les débits maximums délivrables au Client sont réglés aux valeurs contractuelles par des appareils limiteurs de débit.

Afin de distinguer les volumes fournis par type de fourniture inscrit au contrat (annuelle, saisonnière, secours) les postes de livraison de la SCP sont, chaque fois que possible, équipés de compteurs multitranches ou de plusieurs passes équipées chacune d'un compteur totalisateur.

Lorsque plusieurs types de fourniture sont souscrits sur un même poste de livraison et que tous les volumes consommés sont mesurés par un compteur totalisateur, les volumes comptabilisés sont répartis par type de fourniture, conformément à l'article 40.

#### 20.6 - Contrôle des appareils de comptage

La SCP procède à la vérification des appareils de comptage lorsqu'elle le juge utile.

Le Client peut demander à tout moment la vérification de l'exactitude des indications de l'appareil de comptage. En cas de contestation, il a la possibilité de demander la dépose de l'appareil en vue de son contrôle.

Si l'écart constaté dépasse le pourcentage de précision fixé par la réglementation en vigueur, les frais sont à la charge de la SCP, ils sont à la charge du Client dans le cas contraire.

Lorsque les appareils de comptage se sont révélés défectueux, la SCP procède à leur remplacement dans les meilleurs délais. Pendant la période qui s'étend du constat de mauvais fonctionnement à la mise en place des nouveaux appareils, les valeurs lues sur les appareils de comptage défectueux sont majorées ou minorées du défaut de précision. La mesure de la consommation pourra ainsi être rectifiée rétroactivement, en remontant au maximum au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de la vérification de l'appareil. En cas d'arrêt de fonctionnement des appareils de comptage, la SCP prend toutes dispositions pour ne pas interrompre le service et pour procéder à la réparation ou au remplacement des appareils de comptage ; la facturation des volumes délivrés pendant cette période s'effectue sur la base des valeurs enregistrées entre les deux précédents relevés.

#### 20.7 - Protection du réseau collectif de la SCP

Les installations privatives du Client, en aval du point de livraison, ne doivent pas pouvoir perturber le fonctionnement du réseau collectif de la SCP, en compromettre la pérennité, ou engendrer une pollution de l'eau distribuée, du fait des conditions de leur utilisation. Le Client doit notamment prendre toute mesure pour interdire les phénomènes de retour d'eau et pour limiter à 4 bars au-dessus de la pression maximale de service et en un point quelconque du réseau de la SCP, les suppressions en régimes transitoires générées par le fonctionnement de ses propres installations.

Le Client doit s'assurer, à la mise en place du raccordement et lors de toute évolution de ses installations, de la maîtrise des risques de perturbation du réseau de la SCP et informer celle-ci des dispositions prises.

La SCP peut apporter un conseil en matière de prévention des régimes transitoires et recommander la mise en place d'un dispositif anti-retour ainsi que d'un dispositif anti-retour (clapet, disconnecteur ou rupture hydraulique). Elle peut dans certains cas les exiger. La mise en place de ces dispositifs, leur vérification et leur entretien à périodicités adaptées, sont dans tous les cas à la charge du Client.

### 21 - Infractions et pénalités

#### 21.1 - Infractions

Les relevés de compteur, la surveillance et la sécurité des ouvrages sont assurés par les agents de la SCP. Ils sont habilités à constater tout manquement aux obligations contractuelles ou toute infraction et, le cas échéant, à dresser des procès-verbaux. Fait notamment l'objet de poursuites judiciaires toute manœuvre qui tend à modifier le comptage de l'eau, l'enregistrement ou la limitation du débit, ou encore à dériver l'eau en amont des appareils destinés à réaliser ces opérations, ainsi que le défaut de protection des réseaux collectifs. En aucun cas, l'eau brute ne peut être cédée à un tiers sans l'accord préalable de la SCP. Toute infraction aux présentes conditions générales met la SCP en droit de percevoir les pénalités prévues à l'article 21.2 ci-après indépendamment des poursuites judiciaires qui pourront être engagées.

#### 21.2 - Pénalités

Toute infraction dûment constatée, indépendamment des sanctions pénales et de la réparation du dommage éventuel, sera assortie des pénalités suivantes :

- pour toute violation des dispositions du présent texte, notamment usage de l'eau non conforme et cession d'eau à un tiers : deux fois la valeur de la redevance annuelle de débit,
- pour fraude, rupture frauduleuse du plombage des appareillages : quatre fois la valeur de la redevance annuelle de débit,
- pour dégradation par malveillance des installations affectées au Client ou défaut de

protection des réseaux collectifs SCP : quatre fois la valeur de la redevance annuelle de débit.

En cas de récidive, les pénalités ci-dessus sont doublées. Ces infractions pourront entraîner la résiliation, de plein droit et sans intervention judiciaire, du contrat par la SCP, ou la suppression de la fourniture de l'eau à titre temporaire.

### 3 - CONTRAT ET TARIFS

#### 30 - Établissement du contrat

La signature d'un contrat est la condition préalable à toute fourniture d'eau. Il peut inclure plusieurs postes de livraison précisant pour chacun les débits souscrits.

##### 30.1 - Durée du contrat

Le contrat prend effet à la date de sa signature par les parties.

Le contrat est conclu pour une période d'une durée minimum de cinq ou dix années. La date d'expiration du contrat est fixée au plus tôt au 31 décembre de la cinquième ou de la dixième année suivant celle de la mise à disposition de l'eau.

Après cette période, le contrat est renouvelable par tacite reconduction pour des périodes égales à la première sauf conditions particulières ou dénonciation par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec préavis d'un an avant la date d'expiration du contrat.

##### 30.2 - Débit souscrit au contrat

Le contrat précise les débits souscrits par type de fourniture à chaque poste de livraison et par unité entière de débit.

Chaque débit souscrit est attaché à un seul poste de livraison. Pour chaque poste, le Client peut ajuster les débits souscrits à la baisse pendant la durée du contrat. Pour un contrat de dix ans, le cumul des ajustements à la baisse effectués sur la durée du contrat pourra au plus représenter vingt pour cent de la somme des débits souscrits en annuel et saisonnier à la date de prise d'effet du contrat ou de sa reconduction. Pour les contrats d'une durée de cinq ans, le cumul pourra au plus représenter dix pour cent de cette somme.

Le Client peut également transférer en saisonnier ou annuel des débits souscrits en secours, et en annuel des débits souscrits en saisonnier. Les augmentations de débit sont acceptées par la SCP dans la limite de la capacité de transport de ses ouvrages. Le Client doit informer la SCP des ajustements de ses souscriptions avant le 31 décembre de l'année précédente pour les débits qu'il souhaite réduire, et au plus tard le 31 mars de l'année en cours dans tout autre cas. Des modifications en hausse du débit souscrit en saisonnier pourront être acceptées au-delà de cette date dans la limite de dix pour cent des débits précédemment souscrits en annuel et saisonnier. Toute augmentation de débit postérieure au 31 mars, au-delà de la limite des dix pour cent exprimée ci-dessus, relève des conditions pour « fournitures imprévues » définies au Titre 5.

Les modifications du contrat prennent effet au 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours.

##### 30.3 - Conditions applicables au contrat

Des conditions spéciales peuvent compléter les présentes conditions générales, notamment si l'eau desservie fait l'objet d'un traitement préalable. Des clauses particulières peuvent également figurer au contrat. Ces conditions particulières prévalent sur les conditions générales.

##### 30.4 - Règlement des litiges

Préalablement à toute saisine éventuelle des juridictions compétentes, les parties s'engagent à se rencontrer, à l'initiative de la partie la plus diligente. Elles peuvent décider de choisir, d'un commun accord, un conciliateur afin de régler leur différend. A défaut, et après constatation du différend par lettre recommandée avec accusé de réception, la partie la plus diligente saisira le Tribunal de Commerce d'Aix-en-Provence auprès duquel il est fait élection.

### 31 - Réalisation et modification du raccordement

#### 31.1 - Raccordement

Le raccordement du Client à partir des ouvrages de la SCP, jusque et y compris le poste de livraison, est exécuté par la SCP aux frais du Client.

La SCP présente au Client un devis. Ce devis est accepté et réglé par le Client préalablement à l'exécution des travaux. Les installations construites deviennent, jusque et y compris le poste de livraison, la propriété exclusive de la SCP, dans le cadre du patrimoine concédé. Elle en assure l'entretien et l'exploitation. Les conditions de raccordement doivent assurer la protection du réseau collectif de la SCP telle qu'explicitée à l'article 20.7.

#### 31.2 - Modifications du raccordement

Le Client s'interdit d'apporter lui-même une quelconque modification aux installations de la SCP. Les modifications du raccordement demandées par le Client et acceptées par la SCP sont exécutées par cette dernière aux frais du demandeur. Elles font l'objet d'un devis qui est présenté au Client pour acceptation. La modification du raccordement ne peut intervenir qu'après acceptation et paiement par le Client.

### 32 - Tarifs

#### 32.1 - Tarifs par types de fourniture

A chacun des types de fourniture définis à l'article 12 correspond un tarif :

- le tarif normal,
- le tarif saisonnier,
- le tarif secours.

La fourniture annuelle peut par ailleurs être associée à un tarif adapté lorsqu'une convention est passée avec le Client pour tenir compte de la fourniture d'une ressource en eau et, ou d'une adduction ou encore de la mise en place d'une gestion coordonnée de ressources en eau.

#### 32.2 - Zones tarifaires

Les tarifs du service de l'eau sont définis par zones géographiques, nommées zones tarifaires «1», «2» et «3». La commune d'implantation du poste de livraison du Client détermine la zone tarifaire appliquée (voir la «liste des communes par zone tarifaire»).

#### 32.3 - Structure des tarifs

Les tarifs des «Eaux Urbaines» comprennent trois ou, s'il y a lieu, quatre termes :

- une redevance annuelle de débit proportionnelle au débit souscrit par le Client,
- une redevance de consommation hors pointe, proportionnelle au nombre de mètres



4 cubes d'eau consommés en période hors pointe,

- une redevance de consommation en pointe, proportionnelle au nombre de mètres cubes d'eau consommés en période de pointe,
- une redevance pour pompage lorsque la livraison de l'eau exige un relèvement de celle-ci.

### 32.4 - Redevance annuelle de débit

Pour chacun des tarifs, la redevance annuelle de débit est le produit du débit souscrit par le Client par la redevance de débit au litre/seconde de la zone tarifaire dont il relève. Pour les tarifs associés à la fourniture annuelle, la redevance annuelle de débit ainsi calculée est pondérée par le Coefficient d'Utilisation des Ouvrages (C.U.O.).

Le CUO a pour objet d'inciter le Client à lisser sa consommation sur l'année. Il est calculé selon la formule :

$$\frac{I}{Q} + 50\,000$$

, où Q est le débit souscrit en normal en l/s et V la consommation annuelle du Client associée à ce débit, en m<sup>3</sup>. Le CUO est compris entre 0,92 pour la consommation annuelle maximum par litre/seconde (soit 31 536 mètres cubes) et 1,5 pour une consommation nulle.

### 32.5 - Redevances proportionnelles à la consommation

La consommation est facturée au mètre cube.

#### 32.5.1 - Périodes hors pointe et de pointe

La période hors pointe s'étend du 1<sup>er</sup> janvier au 14 mai inclus et du 15 septembre au 31 décembre inclus. La période de pointe s'étend du 15 mai au 14 septembre inclus.

#### 32.5.2 - Franchise de consommation et coefficient de prélèvement pour le tarif secours

La souscription d'un débit de secours est assortie d'une franchise annuelle de consommation fixée à trois cents mètres cubes par litre/seconde souscrit.

Les redevances proportionnelles à la consommation du tarif secours sont modulées en fonction des volumes consommés par les coefficients R1, R2 et R3 de prélèvements suivants :

- R1 = 1 pour une consommation comprise entre 300 et 3 000 m<sup>3</sup> par l/s souscrit,
- R2 = 0,5 pour une consommation comprise entre 3 001 et 6 000 m<sup>3</sup> par l/s souscrit,
- R3 = 0,2 pour une consommation supérieure à 6 001 m<sup>3</sup> par l/s souscrit.

### 32.6 - Redevance pour pompage

Si, pour satisfaire à la garantie de débit assurée aux Clients, la SCP est contrainte d'effectuer un relèvement des eaux par pompage, le prix du mètre cube est alors majoré d'une redevance dite de pompage, calculée suivant la formule :

0,005 x P x H dans laquelle :

- P est le prix du kilowattheure, majoré des taxes et contributions en application, tel qu'il sera défini au moment de la révision des barèmes par le tarif de fourniture d'électricité en vigueur,

En période de pointe, le prix du kilowattheure correspond à celui des heures pleines d'été,

En période hors pointe, le prix du kilowattheure correspond aux heures pleines d'hiver,

- H est la hauteur de pompage, exprimée en mètres.

## 4 - FACTURATION ET REGLEMENT DES REDEVANCES

### 40 - Relève des consommations

La SCP procède aux relevés de compteurs avec une périodicité adaptée aux types de fourniture souscrits, au minimum mensuelle. Lorsque le contrat est souscrit pour plusieurs types de fourniture et dans le cas où le poste de livraison n'est équipé que d'un seul compteur totalisateur, les volumes délivrés pendant les périodes de prélèvements simultanés de ces différentes fournitures seront répartis comme suit. Les volumes seront répartis par tranches en affectant au tarif normal un volume maximal de 80 m<sup>3</sup>/j par litre/seconde souscrit en annuel. Le surplus éventuel sera affecté au tarif saisonnier dans la même limite de 80 m<sup>3</sup>/j par litre/seconde souscrit en saisonnier. Le volume résiduel sera affecté au tarif secours. Le calcul s'effectuera pour chaque période comprise entre deux relevés successifs des appareils de comptage.

En l'absence de précision sur les périodes de prélèvement, la durée d'utilisation du secours sera réputée s'étendre de la date de la demande d'utilisation de cette fourniture au 31 décembre de l'année d'utilisation.

### 41 - Facturation et règlement des redevances

#### 41.1 - Modalités de facturation des redevances

Le Client titulaire d'un contrat du service des «Eaux Urbaines» reçoit quatre factures par an : trois factures d'acompte en janvier, juin et octobre de l'année n, puis une quatrième facture définitive en janvier de l'année n+1.

Les barèmes des redevances de débit et des redevances proportionnelles à la consommation, utilisés pour la facturation, sont révisés chaque année suivant la formule de révision des prix précisée à l'article 42. Ces barèmes annuels sont édités au début de l'année n.

LA PREMIÈRE FACTURE, émise au cours du mois de janvier de l'année n, correspond au règlement d'un acompte représentant la première moitié des redevances annuelles de débit dues au titre de l'année n.

LA DEUXIÈME FACTURE, émise entre le 15 mai et le 15 juin de l'année n, correspond au règlement :

- de la deuxième moitié des acomptes sur les redevances annuelles de débit dues au titre de l'année n ;

➤ des redevances proportionnelles à la consommation en période hors pointe constatée entre la date du relevé effectué en décembre de l'année n-1 et le 14 mai de l'année n pour chaque type de fourniture.

LA TROISIÈME FACTURE, émise dans le courant du mois d'octobre de l'année n correspond au règlement des redevances proportionnelles à la consommation en période de pointe constatée du 15 mai de l'année n au 14 septembre de l'année n, pour chaque type de fourniture.

LA QUATRIÈME FACTURE, émise au début de l'année n+1, correspond au règlement :

- pour la fourniture annuelle : du solde de la redevance annuelle de débit de l'année n compte tenu du coefficient d'utilisation des ouvrages et déduction faite des acomptes

versés.

- quel que soit le type de fourniture :

- des montants des redevances annuelles proportionnelles à la consommation en période hors pointe constatée du 15 septembre jusqu'à la date du relevé effectué en décembre de l'année n pour chaque type de fourniture,

- des montants des redevances de débit supplémentaires souscrits en cours d'année n et n'ayant pas fait l'objet d'une facturation préalable.

#### 41.2 - Modalités particulières de facturation pour les nouveaux postes de livraison

Pour les postes de livraison mis en service en cours d'année n, le montant des acomptes est facturé comme indiqué à l'article 41.1. Le montant des acomptes ainsi que la valeur de la redevance annuelle de débit sont déterminés pour les fournitures annuelles et de secours au prorata du temps restant à courir à partir de la date de mise à disposition des eaux jusqu'au 31 décembre. Pour la fourniture saisonnière, la redevance annuelle de débit est déterminée au prorata de la période de mise à disposition des débits saisonniers, à partir de la date de mise à disposition de l'eau. Pour les fournitures annuelles, les paramètres fixes du coefficient d'utilisation des ouvrages, pris en compte dans la facturation effectuée en janvier de l'année n+1, sont réduits au prorata du temps écoulé du 1<sup>er</sup> janvier de l'année n jusqu'à la date de mise à disposition de l'eau.

#### 41.3 - Délais de paiement des factures

Le délai maximum de paiement est de 30 jours suivant la date d'émission de la facture.

Le paiement des factures, dans le délai fixé ci-dessus, peut être effectué par prélèvement automatique ou virement bancaire ou postal.

À partir du jour suivant la date d'échéance de la facture, le Client est redevable de plein droit des intérêts de retard. Leur taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majorée de huit points de pourcentage. En outre, tout retard de paiement entraîne l'application d'une indemnité forfaitaire de quarante euros pour frais de recouvrement. Une indemnité complémentaire pourra être réclamée, sur justificatifs, si les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire.

#### 41.4 - Taxes et impôts

Les tarifs définis à l'article 32 s'entendent hors taxes.

Conformément à la législation en vigueur, les redevances sont majorées, lors de la facturation, de la TVA et des charges fiscales ou redevances éventuellement applicables au service de l'eau. La SCP est notamment chargée de collecter, les redevances de l'Agence de l'Eau sur les prélèvements d'eau. Le montant facturé est proportionnel aux volumes d'eau prélevés, c'est-à-dire aux volumes effectivement livrés et affectés du coefficient de rendement des ouvrages.

#### 41.5 - Envoi des factures et responsabilité du paiement

Les factures sont établies au nom du Client. La SCP peut accepter de les établir à l'adresse d'un tiers désigné comme payeur par le Client. Les factures peuvent être envoyées au Client sous forme dématérialisée, à sa demande expresse et sous réserve que le Client ait transmis à la SCP les informations nécessaires. En cas de défaut de paiement, seul le Client, titulaire du contrat, demeure responsable du paiement des factures.

### 42 - Révision des redevances

Les redevances annuelles de débit et redevances de consommation varient chaque année en fonction des conditions économiques par application de la formule de révision définie ci-dessous. Les barèmes appliqués au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année résulteront du produit des barèmes de référence par le coefficient de révision suivant.

#### 42.1 - Coefficient de révision

Il varie suivant la formule :

$$C = 0,15 + 0,5 \left[ 0,25 \frac{ICHT - E_n}{ICHT - E_0} + 0,6 \frac{TP10a_n}{TP10a_0} \right] + 0,5 \left[ 0,25 \frac{TP11_n}{TP11_0} + 0,6 \frac{TP02_n}{TP02_0} \right]$$

dans laquelle :

- TP02<sub>n</sub>, TP10a<sub>n</sub>, TP11<sub>n</sub> sont les valeurs, au mois d'août de l'année précédant l'année de facturation, des indices nationaux de travaux publics publiés au BOCCRF concernant respectivement : les ouvrages d'art, les canalisations et adductions d'eau, les canalisations à grande distance,

- ICHT - E<sub>n</sub> est la valeur, au mois de juin de l'année précédant l'année de facturation, de l'indice du coût horaire du travail des salariés de la production et de la distribution d'eau publié par l'INSEE,

- TP02<sub>0</sub>, TP10a<sub>0</sub>, TP11<sub>0</sub> et ICHT-E<sub>0</sub> sont les valeurs de référence de ces mêmes indices en 2019, soit respectivement 114,7, 111,3, 105,5 et 116,6.

Les calculs sont arrondis au centième pour le prix des redevances et au cent-millième pour le prix des mètres cubes.



## 42.2 - Barèmes de référence

Les barèmes de référence sont les barèmes appliqués pour l'année 2020 :

	Zone tarifaire	Valeurs de référence en euros hors taxes		
		Unités	Tarif Normal	Tarif Saisonnier Tarif Secours
Redevance de débit	Zone 1	€ par l/s	3788,70+6440,79/(Q-1)	1894,35 1262,90
	Zone 2	€ par l/s	2327,37+3956,53/(Q-1)	1163,69 775,79
	Zone 3	€ par l/s	494,41+840,50/(Q-1)	247,21 164,80
Redevance de consommation hors pointe	Zones 1, 2 et 3	€/m <sup>3</sup>	0,11814	0,29535 0,59070
Redevance de consommation en pointe	Zone 1	€/m <sup>3</sup>	0,37090	0,92725 1,85450
	Zone 2	€/m <sup>3</sup>	0,27139	0,67848 1,35695
	Zone 3	€/m <sup>3</sup>	0,12491	0,31228 0,62455

Q est la valeur du débit souscrit en unité de litres par seconde.

## 42.3 - Remplacement d'indices

Dans l'hypothèse où ces indices ne seraient plus publiés, la SCP en substituerait de nouveaux en référence aux séries officiellement publiées et en relation directe avec l'objet du contrat. Cette substitution interviendrait sans changement de la structure, ni du niveau des tarifs et serait portée à la connaissance du Client qui, à défaut de manifestation contraire, sera réputé l'accepter.

## 5 - DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES AUX FOURNITURES IMPRÉVUES

### 50 - Conditions de fourniture

Le Client ou son représentant, dûment mandaté, et plus largement toute collectivité ou établissement public ou privé qui en a besoin, peut demander à la SCP de délivrer pendant des périodes de temps limitées, des débits qui n'ont pas été souscrits contractuellement. Ces fournitures ont un caractère très exceptionnel et ne constituent pas une obligation pour la SCP qui les effectue en fonction des possibilités d'exploitation de ses ouvrages. Ces dessertes particulières devront obligatoirement faire l'objet d'une demande écrite préalable, précisant l'acceptation des présentes conditions générales. Ce service sera immédiat si le raccordement le permet, ou s'effectuera dès son adaptation ou sa réalisation, dans la mesure toutefois où cette demande peut être techniquement satisfaite, sans perturber la desserte des autres Clients et le fonctionnement des ouvrages de la SCP.

### 51 - Durée d'application

La durée de mise à disposition de l'eau prendra fin au 31 décembre de l'année de la demande, sauf si celle-ci a eu lieu au cours du dernier trimestre, auquel cas la mise à disposition de l'eau sera prolongée au début de l'année suivante avec une durée totale de trois mois à partir de la demande.

### 52 - Mesure des consommations

Les débits et volumes délivrés sont réglés, contrôlés et mesurés à l'aide d'appareils équipant le poste de livraison ainsi qu'il est précisé à l'article 20.5. Toutefois, lorsque le Client est déjà titulaire d'un contrat du service de l'eau et dans le cas où le poste de livraison n'est équipé que d'un seul compteur totalisateur, les volumes délivrés pendant les périodes de fournitures imprévues seront calculés par différence entre le volume total prélevé et les volumes affectés aux autres fournitures, égaux à 86,4 m<sup>3</sup> par jour et par litres/seconde souscrits.

### 53 - Tarif

Le service de l'eau, dans le cadre des fournitures imprévues, est facturé suivant un tarif comprenant :

- une redevance proportionnelle au débit délivré,
- une redevance proportionnelle au nombre de mètres cubes consommés en période hors pointe,
- une redevance proportionnelle au nombre de mètres cubes consommés en période de pointe,
- une redevance pour pompage, lorsque la livraison de l'eau exige un relèvement de celle-ci.

**53.1** - Le montant de la redevance de débit est égal à six fois le produit du débit maximum prélevé, exprimé en litre/seconde, par la valeur de la redevance de débit par litre/seconde applicable au tarif secours, correspondant à la zone tarifaire dont dépend le raccordement du Client.

**53.2** - Les volumes consommés au titre des fournitures imprévues pendant la période hors pointe sont facturés au mètre cube à un prix égal à celui du mètre cube applicable au tarif secours pour la période hors pointe, sans application du coefficient de prélèvement indiqué à l'article 32.5.2.

**53.3** - Les volumes consommés au titre des fournitures imprévues pendant la période de pointe sont facturés au mètre cube à un prix égal à celui du mètre cube applicable au tarif secours pour la période de pointe, correspondant à la zone tarifaire dont dépend le raccordement sans application du coefficient de prélèvement indiqué à l'article 32.5.2.

**53.4** - La redevance pour pompage est calculée dans les conditions définies à l'article 32.6.

## 54 - Facturation et règlement des redevances

**54.1** - Les clauses figurant au titre 4 « Facturation et règlement des redevances » sous les numéros d'articles 41.3, 41.4, et 42, s'appliquent aux fournitures faites pour les fournitures imprévues.

**54.2** - Ce service fera l'objet de facturations périodiques au tarif « fournitures imprévues » (voir article 53).

La première facture comprend au minimum la redevance de débit en sus des volumes déjà consommés.

## 6 - CONFIDENTIALITE DES DONNEES PERSONNELLES

Dans le strict respect de la réglementation applicable à la protection des données personnelles, et notamment le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (« RGPD ») et la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 dite « Informatique et Libertés », la SCP, en tant que responsable de traitement, est amenée à collecter et à traiter vos données personnelles dans le cadre, notamment, de l'exécution des services souscrits. Ces traitements ont pour finalités la délivrance du service, l'information des personnes concernées ayant souscrit à une newsletter à finalité commerciale, l'établissement de statistiques, ou encore la mise en œuvre de services complémentaires grâce à un compteur communicant, tels qu'une alerte de surconsommation, de fuite ou de gel, ou encore le suivi de votre consommation selon la fréquence que vous avez déterminée au moment de la souscription du service. Hormis les cas où le traitement de vos données personnelles est nécessaire à l'exécution du contrat nous liant, à notre intérêt légitime ou au respect d'une obligation légale qui nous est imposée, nous traiterons vos données personnelles uniquement si vous y avez consenti, de manière libre, expresse, spécifique, éclairée et univoque : une case collectant votre consentement est à cocher afin de pouvoir bénéficier des services associés aux compteurs communicants ou à la newsletter. Pour votre parfaite information, dans le cadre de l'exécution du service, la SCP peut être amenée à traiter vos données personnelles après les avoir anonymisées.

La SCP peut être amenée à communiquer à des tiers (communes, administrations,...) sur leur demande, les caractéristiques de la desserte de ses Clients.

Aucune information n'est communiquée à des tiers à des fins commerciales sans accord préalable de votre part.

Dans les modalités prévues par la réglementation applicable, vous pouvez accéder aux données vous concernant, les rectifier, demander leur effacement ou leur portabilité ou exercer votre droit à la limitation du traitement de vos données. Vous pouvez retirer à tout moment votre consentement au traitement de vos données en modifiant vos préférences depuis votre compte en ligne ou en cliquant sur le lien de désinscription prévu dans tout emailing, ou encore en vous opposant au traitement de vos données. Vous disposez également du droit de définir des directives post-mortem concernant vos données personnelles. L'ensemble de ces droits peut être exercé auprès de la SCP par voie postale en vous adressant à : Madame la Déléguée aux Données Personnelles - Le Tholonet CS 70064, 13162 AIX EN PROVENCE CEDEX 5, ou par courrier électronique, en vous adressant à : [dpd@canal-de-provence.com](mailto:dpd@canal-de-provence.com). Vous disposez également du droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle telle que la CNIL. Pour en savoir plus sur le traitement de vos données personnelles et vos droits, veuillez consulter notre charte RGPD accessible sur notre site internet.

## 7 - LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

La lutte contre la fraude et la corruption dans toutes les pratiques d'affaires est une priorité pour la SCP. Ses attentes et engagements en la matière sont énoncés dans le Code de Conduite SCP consultable sur le site internet [www.canaldeprouvence.com](http://www.canaldeprouvence.com).

Le Client garantit que, dans le cadre des relations engagées avec la SCP, lui-même et l'ensemble de ses sociétés affiliées, dirigeants, salariés et toute personne physique ou morale intervenant pour son compte ainsi que ses sous-traitants respectent les lois et réglementations applicables en matière de lutte contre la fraude et la corruption.

## 8 - CONDITIONS D'APPLICATION DES CONDITIONS GÉNÉRALES

### 8.1 - Prise d'effet

Les présentes conditions générales sont applicables au 1er mars 2022, les dispositions antérieurement en vigueur, non reprises dans ce document se trouvant purement et simplement annulées. La SCP peut à tout moment modifier les présentes conditions générales, notamment à l'occasion de l'évolution des dispositions réglementaires. Ces modifications ultérieures entreront en vigueur au minimum un mois après avoir été portées à la connaissance du Client. Le Client pourra user de son droit de résiliation dans un délai de trois mois, la résiliation ayant lieu dans ces conditions sans pénalités de part et d'autre. Ces dispositions ne sont pas applicables aux modifications contractuelles imposées par la loi.

### 8.2 - Nullité partielle

Si une ou plusieurs stipulations des présentes conditions générales de vente sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles, en application d'une loi, d'un règlement ou d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et toute leur portée. Les parties conviennent alors de remplacer la clause nulle ou non valide par une clause qui se rapprochera le plus, dans son contenu, de la clause initialement arrêtée.

## LISTE DES COMMUNES PAR ZONE TARIFAIRE

### Zone 1

Allauch, Aubagne, Bagnols-en-Forêt, Bandol, Bargemon, Berre-l'Étang, Bormes-les-Mimosas, Callas, Callian, Carnoules, Carnoux-en-Provence, Carqueiranne, Carry-le-Rouet, Cassis, Cavalaire-sur-Mer, Ceyreste, Châteaudouble, Châteauneuf-les-Martigues, Clavières, Cogolin, Collobrières, Cornillon-Confoux, Coudoux, Cuers, Draguignan, Ensues-la-Redonne, Evenos, Figanières, Fos-sur-Mer, Fréjus, Gassin, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, Grimaud, Hyères, Istres, La Cadière-d'Azur, La Ciotat, La Crau, La Croix-Valmer, La Fare-les-Oliviers, La Farlède, La Garde, La Londe-les-Maures, La Mole, La Motte, La Penne-sur-Huveaune, La Seyne-sur-Mer, La Valette-du-Var, Lançon-de-Provence, Le Beausset, Le Castellet, Le Lavandou, Le Pradet, Le Revest-les-Eaux, Le Rove, Les Adrets-de-l'Estérel, Les Pennes-Mirabeau, Marignane, Marseille, Martigues, Miramas, Montauroux, Montferat, Ollioules, Pierrefeu-du-Var, Plan-de-Cuques, Plan-de-la-Tour, Port-de-Bouc, Puget-sur-Argens, Puget-Ville, Ramatuelle, Rayol-Canadel-sur-Mer, Rognac, Roquebrune-sur-Argens, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Chamas, Saint-Cyr-sur-Mer,



Sainte-Maxime, Saint-Mandrier-sur-Mer, Saint-Mitre-les-Remparts, Saint-Raphaël, Saint-Victoret, Sanary-sur-Mer, Sausset-les-Pins, Six-Fours-les-Plages, Solliès-Pont, Solliès-Ville, Tourrettes, Toulon, Velaux, Ventabren, Vitrolles.

## Zone 2

Aix-en-Provence, Auriol, Barjols, Beaurecueil, Belcodène, Belgentier, Besse-sur-Issole, Bouc-Bel-Air, Bras, Brignoles, Brue-Auriac, Cabasse, Cabriès, Cadolive, Camps-la-Source, Châteauneuf-le-Rouge, Charleval, Cuges-les-Pins, Eguilles, Flassans-sur-Issole, Flayosc, Forcalqueiret, Fuveau, Gardanne, Garéoult, Gonfaron, Gréasque, La Barben, La Bouilladisse, La Celle, La Destrousse, La Garde-Freinet, La Roquebrussanne, La Roque-d'Anthéron, Lambesc, Le Cannet-des-Maures, Le Luc, Le Muy, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Le Thoronet, Le Val, Les Arcs, Les Mayons, Lorgues, Mazaugues, Méounes-les-Montrieux, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Nans-les-Pins, Néoules, Ollières, Pélissanne, Peynier, Peypin, Pignans, Plan-d'Aups-Sainte-Baume, Pourcieux, Pourrières, Puyloubier, Riboux, Rocbaron, Rognes, Roquevaire, Rougiers, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Sainte-Anastasie-sur-Issole, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, Saint-Savournin, Saint-Zacharie, Seillons-Source-d'Argens, Septèmes-les-Vallons, Signes, Simiane-Collongue, Solliès-Toucas, Taradeau, Tourves, Trets, Vauvenargues, Venelles, Vernègues, Vidauban, Vins-sur-Caramy.

## Zone 3

Artigues, Esparron-de-Pallières, Ginasservis, Gréoux-Les-Bains, Jouques, La Verdière, Montmeyan, Peyrolles-en-Provence, Rians, Saint-Julien-le-Montagnier, Régusse, Saint-Martin, Saint-Paul-lez-Durance, Vinon-sur-Verdon.



**Société du Canal de Provence et d'aménagement de la région provençale**  
Le Tholonet - CS 70064 - 13182 Aix-en-Provence Cedex 5 - canaldeprovence.com  
Centre Service Clients - Tél : 0969 390 900 (N° Cristal : appel non surtaxé) - Email : csc@canal-de-provence.com  
Société Anonyme d'Économie Mixte au Capital de 3 762 800 € - 057 813 131 R.C.S Aix-en-Provence FR10 057 813 131



# CONDITIONS SPÉCIALES DU SERVICE DE L'EAU

## POTABILISATION DE L'EAU

AMÉNAGEMENT HYDRAULIQUE DU CANAL DE PROVENCE



Les conditions spéciales ci-dessous complètent les conditions générales du service «Eaux Urbaines». L'ensemble des clauses des conditions générales restent valables, sauf dérogation explicite prévue aux présentes conditions spéciales.

### 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Ces conditions générales et spéciales s'appliquent aux collectivités territoriales, établissements publics ou privés, pour satisfaire leurs besoins en eau destinée à la consommation humaine.

### 2 - QUALITÉ DE L'EAU

L'eau livrée est destinée à la consommation humaine. Elle répond aux exigences du Code de la Santé Publique en la matière.

La SCP est responsable de la qualité de l'eau délivrée au point de livraison défini au contrat.

Cependant, la consommation du Client doit être suffisante pour permettre un renouvellement de l'eau dans la conduite d'alimentation, cohérent avec la durée de l'effet du chlore résiduel. Des durées de stagnation répétitives supérieures à 24 heures ne permettent plus de garantir une concentration résiduelle en chlore suffisante dans le réseau de distribution en aval et ainsi de garantir la qualité microbiologique de l'eau. Des mesures appropriées devront être prévues avec le Client dans le cas contraire selon l'état de la situation (mise en place d'un poste de rechloration ou dispositions de contrôles analytiques préalables).

Si une interruption de débit supérieure à 24 heures intervenait accidentellement, le Client et la SCP détermineraient conjointement la procédure à mettre en œuvre pour rétablir le service de l'eau potable.

La SCP s'assure de la qualité de l'eau, destinée à la consommation humaine et livrée à ses Clients, à travers un programme de surveillance communiqué aux autorités sanitaires. Ces dernières exercent également un contrôle sanitaire périodique dont les résultats sont communiqués à la SCP et ses Clients.

En cas d'anomalie, la SCP s'engage à informer le Client et les autorités sanitaires dans les plus brefs délais et à mettre en œuvre les actions correctives nécessaires.

### 3 - TARIFS DE POTABILISATION DES EAUX

#### 3.1 - Application des tarifs pour potabilisation des eaux

Dans le cas de fourniture d'eau potable, les tarifs de traitement des eaux s'appliquent en supplément des tarifs prévus aux titres 3, 4 et 5 des conditions générales du service «Eaux Urbaines».

#### 3.2 - Structure des tarifs

Les tarifs de potabilisation comprennent trois termes :

- une redevance annuelle de débit proportionnelle au débit souscrit par le Client,
- une redevance de consommation hors pointe, proportionnelle au nombre de mètres cubes d'eau consommés en période hors pointe,
- une redevance de consommation en pointe, proportionnelle au nombre de mètres cubes d'eau consommés en période de pointe.

La valeur de ces termes est révisée chaque année pour suivre la variation des conditions économiques conformément aux dispositions de l'article 3.3 ci-dessous.

##### 3.2.1 Redevance annuelle de débit

Pour chacun des tarifs, la redevance annuelle de débit est le produit du débit souscrit par le Client par la redevance de débit au litre par seconde. Pour le tarif normal, la redevance annuelle de débit ainsi calculée est affectée du Coefficient d'Utilisation des Ouvrages (C.U.O.) tel que défini à l'article 32.3 des conditions générales du service «Eaux Urbaines».

##### 3.2.2 Redevances proportionnelles à la consommation

La consommation est facturée au mètre cube.

##### 3.2.2.1 Périodes hors pointe et de pointe

La période hors pointe s'étend du 1<sup>er</sup> janvier au 14 mai inclus et du 15 septembre au 31 décembre inclus. La période de pointe s'étend du 15 mai au 14 septembre inclus.

##### 3.2.2.2 Franchise de consommation pour le tarif secours

La souscription d'un débit de secours est assortie d'une franchise annuelle de consommation fixée à trois cents mètres cubes par litre par seconde souscrit.

##### 3.2.2.3 Coefficient de prélèvement

Les redevances proportionnelles à la consommation du tarif secours sont modulées en fonction des volumes consommés par les coefficients R1, R2 et R3 de prélèvement définis à l'article 32.4.2 des conditions générales du service «Eaux Urbaines».

#### 3.2.3 Tarif applicable aux fournitures imprévues

Les fournitures livrées dans le cadre des demandes imprévues sont facturées suivant un tarif comprenant :

- la redevance proportionnelle au débit délivré,
- les redevances proportionnelles au nombre de mètres cubes consommés en périodes hors pointe et de pointe.

3.2.3.1 - Le montant de la redevance de débit est égal à six fois le produit du débit maximum prélevé, exprimé en litre par seconde, par la valeur de la redevance de débit par litre par seconde applicable au tarif secours.

3.2.3.2 - Les volumes consommés sont facturés au mètre cube, aux prix du mètre cube du tarif secours pour la période de consommation considérée, sans application du coefficient de prélèvement indiqué à l'article 32.4.2 des conditions générales du service «Eaux Urbaines».

#### 3.3 - Détermination des barèmes

Les redevances annuelles de débit et redevances proportionnelles varient en fonction des conditions économiques par application des valeurs de référence, définies ci-dessous, et de la formule de révision définie à l'article 42.1 des conditions générales du service «Eaux Urbaines».

Les valeurs de référence, en euros hors taxes, utilisées pour le calcul des barèmes annuels correspondent aux barèmes de l'année 2020 :

		Normal	Saisonnier	Secours
Redevance de débit	€HT/l/s	1971,96	985,98	657,32
Redevance de consommation hors pointe	€HT/m <sup>3</sup>	0,08370	0,20925	0,41850
Redevance de consommation en pointe	€HT/m <sup>3</sup>	0,24201	0,60503	1,21005

### 4 - FACTURATION ET RÈGLEMENT DES REDEVANCES

Les modalités de règlement des redevances prévues à l'article 3 «tarif de potabilisation des eaux» seront celles prévues aux articles 41 et 54 des conditions générales du service «Eaux Urbaines».

### 5 - INFRACTIONS ET PÉNALITÉS

Les pénalités prévues à l'article 21.2 des conditions générales seront basées, dans le cas de fourniture d'eau potable, sur les redevances totales résultant de l'application des conditions générales et des présentes conditions spéciales.



Société du Canal de Provence et d'aménagement de la région provençale  
Le Tholonet - CS 70064 - 13182 Aix-en-Provence Cedex 5 - canaldeprovence.com  
Centre Service Clients - Tél : 0969 390 900 (N° Cristal : appel non surtaxé) - Email : csc@canal-de-provence.com  
Société Anonyme d'Économie Mixte au Capital de 3 762 800 € - 057 813 131 R.C.S Aix-en-Provence FR10 057 813 131





## **METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

### **LA COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE**

Délégataire de service public de production d'eau potable de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur le secteur de l'ex SIAE La Valette du Var, La Garde et Le Pradet

### **SOCIETE DU CANAL DE PROVENCE**

### **ET D'AMENAGEMENT DE LA REGION PROVENÇALE**

Concession Régionale du Canal de Provence

## **CONTRAT DE FOURNITURE D'EAU N° 10764 ALIMENTATION EN EAU BRUTE DE LA STATION DE TRAITEMENT DE PIERRASCAS**

Janvier 2022





**CONTRAT DE FOURNITURE D'EAU N° 10764**

<b>N° Client :</b> N° 135955 (MTPM Contractant) N° 126779 (CEO Contractant et Facturé)  <b>N° Postes :</b> N° 28 10 90 840 (Pierrascas)
--

ENTRE :

**La METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE** représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO, agissant en vertu de la délibération N°.....du Conseil Métropolitain en date du ..... et désignée dans ce qui suit par "**Métropole TPM**"

**LA COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE** Société en commandite par actions au capital de 4 846 880 euros, dont le Siège Social est 21 rue de La Boétie, immatriculée sous le numéro 775 667 363 RCS Paris, et faisant élection de domicile en ses locaux sis Rue des Oliviers ZA le Pouverel 83130 La Garde, représentée par le Directeur Régional, Monsieur Eric LAHAYE et dénommée dans ce qui suit par « **CEO** »

Désignés conjointement par « **Le Client** »

d'une part,

ET :

**La SOCIETE DU CANAL DE PROVENCE ET D'AMENAGEMENT DE LA REGION PROVENCALE**, S.A. d'économie mixte, immatriculée au RCS d'Aix-en-Provence sous le numéro 057 813 131 dont le siège social est situé au Tholonet - CS 70064 - 13182 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 5, agissant en qualité de concessionnaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur au terme du décret de concession N°63-509 du 15 mai 1963, de la convention relative au transfert à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur des biens de la concession d'Etat signée le 30 décembre 2008 et de l'avenant à la convention et au cahier des charges de la concession signé le 9 février 2009 entre la Région et la SCP, représentée par son Directeur Général, Monsieur Jean Luc IVALDI, et désignée ci-après par « **SCP** »

d'autre part,

Désignés conjointement par "**les Parties**"

Il est exposé et arrêté ce qui suit :

## PREAMBULE

Le secteur Centre de la Métropole TPM qui englobe les communes de Toulon, le Revest les Eaux, la Valette du Var, et le Pradet, ainsi que le périmètre de l'ex-SIAE La Valette-du-Var, La Garde et le Pradet, est alimenté par la ressource sécurisée du Verdon :

- au poste de livraison des Laures, en eau brute. Cette eau est ensuite traitée par l'usine métropolitaine de la Valette,
- au poste de livraison de Fort Rouge, en eau potable traitée par l'usine de la concession régionale d'Hugueneuve,
- au poste de livraison de Pierrascas, en eau brute. Cette eau est ensuite traitée par l'usine métropolitaine de Pierrascas.

L'alimentation au poste de Pierrascas est régie par le contrat de fourniture d'eau N°9781 du 30/12/2013 et son avenant N°1 du 11/12/2017, signés initialement par le SIAE La Valette du Var, La Garde, Le Pradet et la SCP. Ce contrat d'une durée de cinq ans a été reconduit tacitement au 01/01/2019. Sa date d'échéance est le 31/12/2023.

La délégation du service public (DSP) pour l'exploitation du service de l'eau potable du périmètre de l'ex-SIAE La Valette-du-Var, La Garde et Le Pradet, confiée à la CEO, arrivera à échéance le 31/12/2026.

Au cours de l'année 2020, la Métropole TPM a engagé des discussions avec la SCP pour convenir des modalités de l'alimentation en eau du territoire à partir des trois postes de livraison du secteur Centre avec une vision globale et à long terme.

Ces dispositions sont contractualisées par le protocole de gestion coordonnée des ressources N° 10762 signé conjointement au présent contrat et d'une durée de 12 ans, soit jusqu'au 31/12/2033.

Les dispositions particulières convenues pour le secteur Centre sont actées par le contrat de fourniture d'eau N°10763, qui fixe les modalités de l'alimentation en eau aux postes des Laures et de Fort Rouge, et qui est signé conjointement au présent contrat. Sa durée est de 5 ans afin que sa date d'échéance corresponde à la fin du contrat de DSP du périmètre de l'ex-SIAE La Valette-du-Var, La Garde et le Pradet.

Par souci de lisibilité et de cohérence, les parties ont convenu d'établir un nouveau contrat de fourniture d'eau qui définit les modalités de l'alimentation en eau de Pierrascas, sur une durée de 5 ans, correspondant aux échéances citées précédemment. Ce contrat qui se substitue au contrat N° 9781 du 30/12/2013 et son avenant N°1 du 11/12/2017, en reprend les souscriptions, complétées par les dispositions convenues dans le protocole de gestion coordonnée des ressources. La CEO est co signataire du contrat par analogie avec le contrat du secteur Centre.

A l'issue de cette période le nouveau contrat de fourniture d'eau pour le secteur Centre englobera les dispositions pour l'alimentation des postes des Laures, de Fort Rouge et de Pierrascas dans le





respect du protocole de gestion coordonnée des ressources.

Ceci exposé, les Parties conviennent de ce qui suit :

## **TITRE I - CONDITIONS GENERALES**

Le présent contrat est conclu aux conditions générales du service des eaux urbaines de la SCP ci-jointes, constatées par procès-verbal établi par Maître MOYA, huissier de justice à Aix en Provence en date du 16/12/2021, et approuvées par délibération de la Région Provence Alpes Côte d'azur, autorité concédante de la SCP en date du 17/12/2021, dont le Client déclare avoir pris connaissance et accepté les termes, ainsi qu'aux conditions particulières ci-dessous qui prévalent sur les conditions générales dans la mesure où elles traitent des mêmes articles et pour ce en quoi les conditions particulières y dérogent.

## **TITRE II – CONDITIONS PARTICULIERES**

### **ARTICLE 1 – DUREE DU CONTRAT**

Le contrat est conclu pour une période de 5 ans. Sa date d'expiration est fixée au 31/12/2026.

### **ARTICLE 2 - DÉBITS SOUSCRITS**

Le Client souscrit à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022, selon les dispositions particulières précisées à l'article 3 et aux conditions tarifaires précisées à l'article 6, les débits suivants :

- En fourniture annuelle eau brute..... 50 l/s (Cinquante litres par seconde)
- En fourniture de secours eau brute.....35 l/s (Trente-cinq litres par secondes)

### **ARTICLE 3 - DISPOSITIONS PARTICULIERES LIEES A LA GESTION COORDONNEE DES RESSOURCES**

La Métropole TPM s'inscrit avec la SCP dans une démarche partenariale de gestion coordonnée des ressources visant à préserver au mieux les ressources locales en privilégiant la mobilisation de la ressource sécurisée du Verdon.

Ce partenariat fait l'objet du protocole de gestion coordonnée des ressources N° 10762 signé conjointement au présent contrat.





Par ce protocole, la Métropole TPM s'engage à maintenir, sur une durée de 12 ans :

- une souscription minimum globale de 800 l/s en eau brute, répartie sur les postes des Laures et de Pierrascas,
- une souscription minimum en fourniture annuelle 200 l/s.

Par conséquent, les souscriptions en fourniture annuelle sur le poste de Pierrascas, ne pourront pas être baissées sur la durée du contrat sauf compensation d'une souscription en fourniture annuelle au poste des Laures.

En contrepartie de cet engagement, pour faciliter la mobilisation de la ressource du Verdon à partir de chacun des postes de livraison, sont convenues les dispositions des articles 3.1 à 3.2.

*Toutes les dispositions concernant le poste des Laures mentionnées ci-dessous sont conditionnées par la signature concomitante du contrat de fourniture d'eau N°10763 entre la Métropole TPM, la CEO et la SCP, faute de quoi elles ne pourraient s'appliquer.*

### **3.1 Application du tarif Complément de ressource à la fourniture annuelle**

Les débits souscrits dans le présent contrat au titre de la fourniture annuelle (50 l/s) sont facturés au tarif complément de ressource qui représente une réduction de 18% sur le tarif Normal.

Ce tarif « Complément de ressource » s'appliquera à tous les débits supplémentaires qui seraient souscrits en fourniture annuelle au cours du contrat.

### **3.2 Transfert des souscriptions secours entre le poste de Pierrascas et le poste des Laures**

La souscription de 35l/s en fourniture de secours au Poste de Pierrascas pourra être mobilisée en cas de besoin exceptionnel au poste des Laures.

Ce transfert sera effectué à la demande expresse du Client, formulée par téléphone et confirmée immédiatement par mail au centre d'exploitation SCP de la Crau dont les coordonnées figurent sur la fiche de contact du poste de Pierrascas mentionnée à l'article 4.3.

La redevance annuelle de débit en fourniture de secours eau brute restera affectée au poste de Pierrascas.

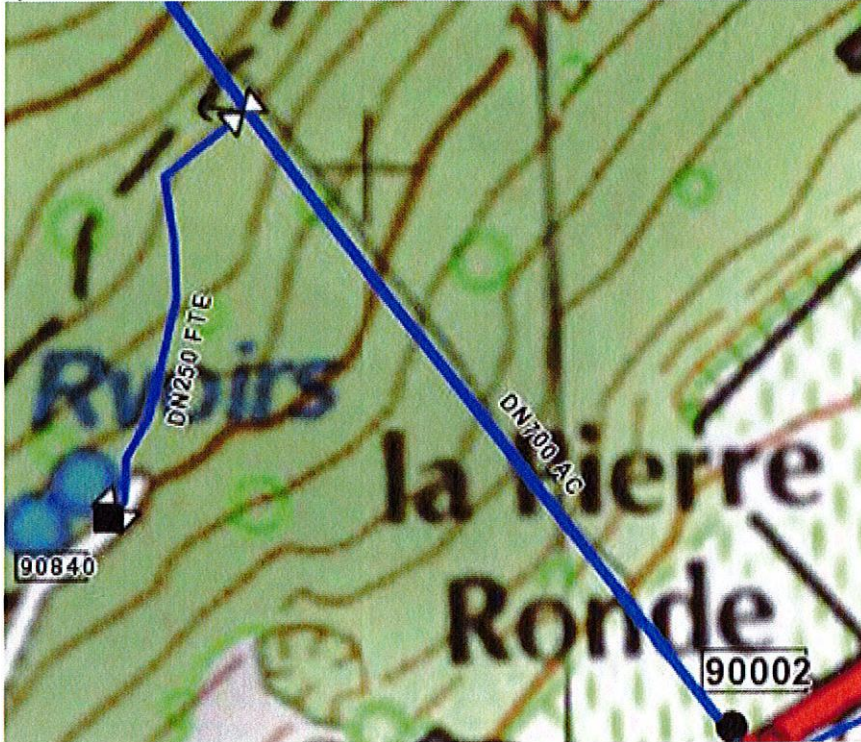
Les volumes mobilisés au poste des Laures à l'issu du transfert des souscriptions sont facturés au titre du contrat de fourniture d'eau brute et d'eau potable de MTPM sur le secteur Centre N° 10763.

La franchise de consommation reste affectée au poste de Pierrascas.

## ARTICLE 4 – MISE A DISPOSITION DES EAUX

### 4.1 Poste de livraison - pression

Le poste de livraison de la SCP se situe sur la commune de La Garde, à proximité immédiate de l'usine syndicale de traitement.



Les coordonnées GPS sont : Latitude : 43,147071 ; Longitude : 6,024333

L'altitude du poste est de 103 m NGF.

Au point de livraison :

- la pression minimale garantie est de.....60 m CE
- la pression maximale de service hors régime transitoire est de .....95m CE

### 4.2 – Equipement du poste de livraison et mesure des quantités d'eau fournies

Le poste de livraison est équipé d'appareillages permettant le comptage des volumes livrés et la limitation des débits souscrits. Le compteur installé est de type multi tranches. Les tranches sont définies en fonction des fournitures souscrites et des périodes de mise à disposition de l'eau.



Le compteur comporte 3 tranches dont les réglages sont les suivants :

	Débits souscrits	Tarifs appliqués
1 <sup>ère</sup> tranche	0 – 50 l/s	Complément de ressources
2 <sup>ème</sup> tranche	50 – 85 l/s	Secours
3 <sup>ème</sup> tranche	Au-delà de 85 l/s	Demandes Imprévues

En cas de transfert des souscriptions secours du poste de Pierrascas au poste des Laures, les réglages deviennent les suivants :

	Débits souscrits	Tarifs appliqués
1 <sup>ère</sup> tranche	0 – 50 l/s	Complément de ressources
2 <sup>ème</sup> tranche	Au-delà de 50 l/s	Demandes Imprévues

#### 4.3 Continuité de la fourniture d'eau

Comme stipulé à l'article 20.3 des conditions générales, la SCP s'engage à prendre en compte les contraintes de production du Client dans ses processus d'exploitation notamment pour que, lors d'une coupure, le Client bénéficie d'une information privilégiée.

Pour cela, une fiche de contact pour chaque point de livraison est disponible sur le « compte client » de la Métropole TPM. Ce compte client sécurisé du site internet de la SCP est accessible via [www.canaldeprovence.com](http://www.canaldeprovence.com) et permet au Client et à la SCP d'identifier et de joindre les bons interlocuteurs pour les questions relatives à la continuité du service de l'eau. La tenue à jour de cette fiche est donc primordiale. La SCP et la Métropole TPM s'engagent à remplir et mettre à jour cette fiche de contact chaque fois que cela est nécessaire.

#### ARTICLE 5 - QUALITE DE L'EAU

Le poste de livraison de Pierrascas est alimenté en eau issue du Verdon. Il s'agit d'une eau brute n'ayant subi aucun traitement ou filtration préalable. Toutefois la SCP s'engage à protéger, sécuriser et adapter ses ouvrages de transport afin de conserver au mieux la qualité intrinsèque de l'eau brute livrée.

#### ARTICLE 6 – TARIFS

Les tarifs appliqués aux fournitures d'eau effectuées par la SCP aux postes des Pierrascas sont ceux, de la zone tarifaire 1.

A titre indicatif les tarifs de l'année 2022 sont indiqués ci-dessous.



## 6.1 Fourniture annuelle

De par les dispositions convenues à l'article 3 du contrat, les fournitures annuelles d'eau brute sont facturées au tarif spécifique « Complément de ressources ».

Ce tarif représente un rabais de dix-huit pourcents (18 %) sur le tarif normal de la zone tarifaire 1. Le rabais s'applique à toutes les composantes hors taxes du tarif, redevances de débit et redevances de consommation.

### Tarif Complément de ressource eau brute

. Redevance annuelle de débit en € HT par litre/seconde souscrit :

$$(3251,56 + (5527,66/Q-1)) \times \text{CUO}$$

Q = Débit souscrit en litre/seconde.

CUO = Coefficient d'utilisation des ouvrages prévu à l'article 32.4 des conditions générales.

. Redevance de consommation en € HT par mètre cube :

En période hors pointe (15 septembre - 14 mai).....	0,10139
En période de pointe (15 mai - 14 septembre).....	0,31832

## 6.2 Fourniture de secours

### Tarif secours eau brute

. Redevance annuelle de débit par litre seconde souscrit..... 1 321,77

. Redevance de consommation par mètre cube :

En période hors pointe (15 septembre - 14 mai).....	0,61825
En période de pointe (15 mai - 14 septembre).....	1,94095

Les redevances annuelles seront révisées en fonction des variations économiques ainsi que le prévoit l'article 42 des conditions générales du service de l'eau.

## ARTICLE 7 - FACTURATION ET REGLEMENT DES REDEVANCES

### 7.1 - Taxes et Impôts

Conformément à la législation en vigueur, les redevances sont explicitement majorées, lors de la facturation, de la TVA (5,5% actuellement) et des charges fiscales ou redevances frappant éventuellement les ventes d'eau.

Les redevances d'Agence de l'Eau (RAE) liées aux prélèvements d'eau, telles qu'approuvées par le Comité de Bassin, sont collectées par la SCP pour le compte de l'Agence.

Le montant facturé est proportionnel aux volumes d'eau prélevés, c'est à dire aux volumes effectivement livrés affectés du coefficient de rendement des ouvrages. Ce coefficient est calculé annuellement comme étant la moyenne des rendements des trois dernières années échues.

A titre indicatif, pour l'année 2020, le coefficient de rendement s'élevait à 0,88.

### 7.2 - Envoi des factures et responsabilité du paiement

Sur demande de la Métropole TPM et comme le prévoit l'article 41.5 des conditions générales, les factures seront adressées pour recouvrement à :

#### Siège social

Compagnie des Eaux et de l'Ozone (CEO)  
Véolia Eau –Territoire Var Provence Méditerranée  
Rue des Oliviers  
Le Pouverel – BP 80120  
83957 LA GARDE CEDEX

#### Adresse de recouvrement

Compagnie des Eaux et de l'Ozone(CEO)  
CS 10579  
83041 Toulon Cedex 09

agissant en qualité de délégataire de la Métropole TPM sur le secteur de l'ex SIAE La Valette du Var La Garde le Pradet par contrat de délégation en vigueur jusqu'au 31/12/2026.

Le CEO représentera la Métropole TPM et assurera en son nom le paiement des factures. La Métropole TPM se porte fort du paiement des factures par son délégataire et les règlera à sa place en cas de défaillance de ce dernier.

Si la convention liant la CEO à la Métropole TPM venait à prendre fin pour quelque cause que ce soit avant la date d'expiration du présent contrat, la Métropole TPM informera la SCP des nouvelles modalités de facturation qu'elle souhaite voir appliquer, soit en lui indiquant les coordonnées du nouveau délégataire en charge du règlement, soit en informant la SCP qu'elle reprend à son compte les achats d'eau.



**ARTICLE 8 - PRISE D'EFFET DU CONTRAT**

Le contrat prend effet à compter du 01/01/2022 ou à la date de sa signature si celle-ci est postérieure. Il se substitue au contrat N°9781 du 30/12/2013 et à son avenant N°1 du 11/12/2017, qui sera résilié de plein droit à la date de prise d'effet du présent contrat.

Fait au Tholonet, le

**14 JAN. 2022**

Le Directeur Général  
de la Société du Canal de Provence  
et d'Aménagement de la Région Provençale,

Jean Luc VALDI



A Toulon, le

Le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée,

Hubert FALCO

A La Garde, le  
Le Directeur Régional,

Eric LAHAYE



## **ANNEXE**

- **Conditions générales du service de l'eau : Eaux urbaines de la SCP**

CG 25/décembre 2021 ; constatées par procès-verbal établi par Maître MOYA, huissier de justice à Aix-en-Provence en date du 16/12/2021.







#### GLOSSAIRE

**Les conditions générales du service de l'eau** définissent les obligations mutuelles de la SCP et de ses Clients dans le cadre de la fourniture d'eau pour les besoins des collectivités.

**La SCP** désigne la Société du Canal de Provence.

**Le Client** désigne le titulaire du contrat.

**Le débit** est le volume d'eau (en litre) délivré par unité de temps (en seconde).

**Le point de livraison** désigne la limite entre le réseau SCP et le réseau privatif du Client.

**Le poste de livraison** désigne l'ouvrage de livraison d'eau matérialisé par un regard enterré. Il abrite les équipements permettant de contrôler les débits et de comptabiliser les volumes livrés aux Clients.

**Le compteur multitranches** désigne le compteur qui distingue les débits correspondant à chaque type de fourniture et calcule les volumes consommés par tranche qui en résultent.

**Le compteur totalisateur** désigne l'appareil unique de comptage sans distinction de tranche de débits.

**La pression** désigne la charge disponible pour le débit souscrit exprimée en mCE (mètre de colonne d'eau) à la sortie de la prise (1 bar ~ 10,2 mCE).

**La pression garantie** désigne la pression minimale garantie contractuellement par la SCP à son Client au point de livraison.

**La pression maximale de service (PMS)** désigne la pression maximale en régime hydraulique permanent.

**Le régime transitoire** désigne l'écoulement non permanent caractérisé par des oscillations de pression et de débit. Ces oscillations sont provoquées par une modification rapide du régime d'écoulement en un point de la conduite (ouverture ou fermeture de vanne, démarrage ou arrêt de pompe, etc.).

**Le barème** désigne la valeur annuelle des redevances. Les barèmes sont édités chaque année et mis à disposition des Clients sur le site internet de la SCP.

**Le coefficient d'utilisation des ouvrages (CUO)** pondère la redevance annuelle de débit en incitant le Client à lisser sa consommation sur l'année.

**Le coefficient de rendement des ouvrages** désigne le rapport entre les volumes livrés à partir des réseaux de distribution de la SCP et les volumes prélevés dans la ressource en eau.

**La force majeure** désigne tout événement imprévu, échappant au contrôle de la SCP et dont les effets insurmontables l'obligent à interrompre la fourniture d'eau : notamment le gel, la rupture de canalisations, les inondations ou autres catastrophes naturelles, actes de terrorisme, pollution.

#### 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

##### 10 - Objet du service

Le service « Eaux Urbaines » est destiné aux collectivités territoriales, établissements publics ou privés, pour satisfaire l'ensemble des besoins en eau de leur population.

Le service de l'eau est assuré en laissant au Client le libre choix du débit qu'il désire prélever dans la limite du débit souscrit et pendant les périodes demandées au contrat.

Les collectivités territoriales et établissements publics ou privés désirant être alimentées en « Eaux Urbaines » par la SCP doivent souscrire un contrat, sauf fourniture imprévue.

Les tarifs applicables sont les tarifs « Eaux Urbaines » aux conditions ci-après.

La SCP rappelle à ses Clients la nécessité d'une consommation sobre et respectueuse de la préservation de l'environnement.

##### 11 - Assistance au Client

La SCP s'engage à mettre en œuvre un service de qualité garantissant notamment les prestations suivantes :

- une assistance technique 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour répondre aux urgences concernant l'alimentation en eau,
- la mise à disposition d'un interlocuteur privilégié, susceptible de se déplacer et mettre en relation le Client avec les experts de la SCP dans tous ses domaines de compétence.
- la tenue d'une réunion annuelle, à la demande du Client, pour suivre l'évolution de ses besoins, ses consommations et facturations, et le conseiller sur une adaptation éventuelle de son contrat,
- une fiche contact permettant au Client et à la SCP d'identifier et de joindre les bons interlocuteurs, notamment pour les questions relatives à la continuité du service de l'eau précisées à l'article 20.3 des présentes conditions générales,
- un traitement prioritaire des demandes et une réponse écrite aux courriers dans les 10 jours ouvrés,
- un espace Client au sein du site internet de la SCP permettant au Client de :
  - accéder en permanence à ses :
    - contrat(s) du service de l'eau avec la SCP,
    - factures avec un historique de 2 ans,
    - consommations avec un suivi sur 5 ans,
    - contacts avec les coordonnées détaillées de ses interlocuteurs à la SCP,
    - informations sur la qualité de l'eau et résultats des analyses périodiques effectuées en l'un des points de prélèvement du réseau de surveillance.
  - suivre en temps réel les débits mobilisés au poste de livraison
  - activer des alertes de débit et de consommation,
  - mettre à jour ses coordonnées et ses contacts,
  - géo-localiser son ou ses postes de livraison.

##### 12 - Différents types de fourniture

Selon ses besoins, le Client dispose de trois types de fourniture, auxquels s'appliquent les tarifs définis à l'article 32.

##### 12.1 - Fourniture annuelle

La fourniture annuelle d'eau urbaine est destinée aux Clients dont les besoins en eau s'étalent sur toute l'année ou une grande partie de celle-ci. Les débits souscrits pour une fourniture annuelle sont mis en permanence à la disposition du Client et facturés au tarif normal sauf cas particuliers précisés à l'article 32.1 des présentes conditions générales.

##### 12.2 - Fourniture saisonnière

La fourniture saisonnière est destinée aux Clients dont les besoins en eau augmentent en période estivale. Les débits souscrits en fourniture saisonnière sont par défaut mis à disposition du Client sur une durée de quatre mois correspondant à la période de pointe. A titre exceptionnel ils peuvent être mis à disposition à la demande moyennant un délai de prévenance. La durée de mise à disposition de la fourniture saisonnière s'étendra alors de la date de la demande à la fin de la période de pointe.

La fourniture saisonnière est facturée au tarif saisonnier.

##### 12.3 - Fourniture de secours

La fourniture de secours est destinée aux Clients désirant s'assurer de la disponibilité des débits nécessaires à des besoins ponctuels (défaillance accidentelle de leur alimentation, événement exceptionnel...). Les débits souscrits en fourniture de secours sont par défaut mis en permanence à disposition du Client. A titre exceptionnel ils peuvent être mis à disposition à la demande moyennant un délai de prévenance. La durée de mise à disposition de la fourniture de secours s'étendra alors de la date de la demande au 31 décembre de l'année d'utilisation.

La fourniture de secours est facturée au tarif secours.

##### 13 - Qualité des eaux

L'eau acheminée par le Canal de Provence est brute. C'est une eau naturelle qui n'a subi aucun traitement physique ou chimique. Elle n'est donc pas destinée à la consommation humaine en l'état.

La SCP s'engage à préserver la qualité originelle de l'eau durant son parcours, grâce aux dispositions constructives des ouvrages de transport et à des procédures d'exploitation de ses réseaux, afin de conserver au mieux la qualité de l'eau brute livrée. La qualité de l'eau fait l'objet d'un suivi en continu grâce à un réseau de capteurs répartis sur l'ensemble des ouvrages et à la réalisation d'analyses périodiques systématiques en laboratoire.

Toutefois, s'agissant d'eaux brutes, la responsabilité de la SCP ne pourra pas être engagée en cas de dommages résultant de l'utilisation ou de la distribution de l'eau fournie sans un traitement préalable approprié, tel que défini par les autorités sanitaires et mis en place par le Client.

#### 2 - MISE A DISPOSITION DES EAUX

##### 20 - Livraison des eaux

###### 20.1 - Point de livraison

Le point de livraison des eaux se situe à l'aval immédiat du poste de livraison de la SCP. Il matérialise la limite entre le réseau SCP et le réseau privatif du Client. Le Client est seul responsable de la partie du réseau située à l'aval du point de livraison, ainsi que de tout appareil qu'il pourrait y installer.

###### 20.2.1 - Sujétions foncières

Le raccordement du Client est subordonné à la constitution préalable des servitudes, ou droits de propriété, nécessaires à l'installation et à l'exploitation des canalisations et des ouvrages annexes destinés à la desserte du Client.

###### 20.2.2 - Accès aux ouvrages et communication des informations

Le Client s'engage à assurer en permanence aux agents de la SCP le libre accès aux ouvrages de la SCP situés sur sa propriété. Il ne peut en revanche accéder lui-même au poste de livraison, sauf autorisation préalable de la SCP.

Le Client peut demander la retransmission en temps réel des informations disponibles relatives à la fourniture d'eau. La SCP facture dans ce cas au Client le coût d'établissement du dispositif de retransmission et de son fonctionnement. Les renseignements fournis n'ont qu'une valeur indicative et sont transmis sous réserve de la précision et de la fiabilité du matériel de transmission. Ils ne peuvent en aucun cas être utilisés par le Client pour la régulation de son réseau privé.

###### 20.3 - Continuité de la fourniture d'eau

La SCP s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires pour assurer la continuité de la fourniture d'eau et, en cas d'incident, son rétablissement dans les délais les plus brefs. Pour permettre l'exécution de travaux ou de manœuvres d'exploitation, la SCP peut être dans l'obligation d'interrompre la livraison de l'eau. Les Clients risquant d'être affectés par ces interruptions seront informés de la programmation et de la durée prévisible des arrêts dans les conditions décrites ci-après. Tout autre défaut de livraison d'eau par la SCP est présumé avoir pour cause des circonstances exceptionnelles impératives ou un cas de force majeure. La SCP se réserve le droit, exclusivement en cas d'impérieuse nécessité, d'instituer provisoirement un service réduit pour assurer une desserte équitable de l'ensemble des Clients. L'interruption de la fourniture pour les motifs évoqués ci-dessus ne pourra donner lieu à réclamation.

La SCP s'engage à prendre en compte les contraintes de production du Client dans ses processus d'exploitation, pour que lors d'une coupure, le Client bénéficie d'une information privilégiée. En cas d'interruption programmée du service de l'eau, la SCP s'engage à :

- examiner avec le Client la date, l'heure et la durée de l'interruption du service,
- informer le Client 10 jours avant l'interruption par courrier et téléphone,
- informer le Client à la remise en eau.

En cas d'interruption non programmée du service de l'eau, la SCP s'engage à avertir le



Client par téléphone dans les premières heures qui suivent le moment où la SCP prend connaissance de l'interruption (conformément aux précisions mentionnées au contrat). La SCP s'engage également à prendre en compte les contraintes du Client vis-à-vis de la continuité du service de l'eau, lors de la définition des programmes de rénovation (priorisation, voire anticipation des rénovations) et de sécurisation (maillages, réserves...).

#### 20.4 - Débits et pression

Le Client est libre de mobiliser le débit au point de livraison dans la limite du débit souscrit. Les débits délivrés au Client sont garantis compte tenu de la précision des appareillages utilisés.

Le contrat précise la valeur de la pression minimale garantie pour le débit souscrit au point de livraison ainsi que la valeur de la pression maximale de service hors régimes transitoires. La SCP ne peut être tenue pour responsable de l'absence de délivrance du débit souscrit si les installations du Client ne permettent pas de le mobiliser à la pression garantie au poste.

En régime transitoire, la pression peut varier par rapport aux limites de pressions spécifiées au contrat. Le Client doit protéger ses propres installations contre les régimes transitoires susceptibles d'être générés par le réseau SCP, sur la base de surpressions pouvant atteindre 4 bars au-dessus de la pression maximale de service spécifiée au contrat. Il doit également protéger contre les régimes transitoires générés par le fonctionnement de ses propres ouvrages. La SCP peut apporter un conseil complémentaire adapté aux conditions spécifiques des installations du Client.

#### 20.5 - Equipement du poste de livraison et mesure des quantités d'eau fournies

Les volumes consommés sont mesurés par des appareils de comptage, placés par la SCP, dont la précision est conforme aux textes réglementaires en vigueur. Les débits maximums délivrables au Client sont réglés aux valeurs contractuelles par des appareils limiteurs de débit.

Afin de distinguer les volumes fournis par type de fourniture inscrit au contrat (annuelle, saisonnière, secours) les postes de livraison de la SCP sont, chaque fois que possible, équipés de compteurs multitranches ou de plusieurs passes équipées chacune d'un compteur totalisateur.

Lorsque plusieurs types de fourniture sont souscrits sur un même poste de livraison et que tous les volumes consommés sont mesurés par un compteur totalisateur, les volumes comptabilisés sont répartis par type de fourniture, conformément à l'article 40.

#### 20.6 - Contrôle des appareils de comptage

La SCP procède à la vérification des appareils de comptage lorsqu'elle le juge utile.

Le Client peut demander à tout moment la vérification de l'exactitude des indications de l'appareil de comptage. En cas de contestation, il a la possibilité de demander la dépose de l'appareil en vue de son contrôle.

Si l'écart constaté dépasse le pourcentage de précision fixé par la réglementation en vigueur, les frais sont à la charge de la SCP, ils sont à la charge du Client dans le cas contraire.

Lorsque les appareils de comptage se sont révélés défectueux, la SCP procède à leur remplacement dans les meilleurs délais. Pendant la période qui s'étend du constat de mauvais fonctionnement à la mise en place des nouveaux appareils, les valeurs lues sur les appareils de comptage défectueux sont majorées ou minorées du défaut de précision. La mesure de la consommation pourra ainsi être rectifiée rétroactivement, en remontant au maximum au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de la vérification de l'appareil. En cas d'arrêt de fonctionnement des appareils de comptage, la SCP prend toutes dispositions pour ne pas interrompre le service et pour procéder à la réparation ou au remplacement des appareils de comptage ; la facturation des volumes délivrés pendant cette période s'effectue sur la base des valeurs enregistrées entre les deux précédents relevés.

#### 20.7 - Protection du réseau collectif de la SCP

Les installations privatives du Client, en aval du point de livraison, ne doivent pas pouvoir perturber le fonctionnement du réseau collectif de la SCP, en compromettre la pérennité, ou engendrer une pollution de l'eau distribuée, du fait des conditions de leur utilisation. Le Client doit notamment prendre toute mesure pour interdire les phénomènes de retour d'eau et pour limiter à 4 bars au-dessus de la pression maximale de service et en un point quelconque du réseau de la SCP, les surpressions en régimes transitoires générées par le fonctionnement de ses propres installations.

Le Client doit s'assurer, à la mise en place du raccordement et lors de toute évolution de ses installations, de la maîtrise des risques de perturbation du réseau de la SCP et informer celle-ci des dispositions prises.

La SCP peut apporter un conseil en matière de prévention des régimes transitoires et recommande la mise en place d'un dispositif anti-bélier ainsi que d'un dispositif anti-retour (clapet, disconnecteur ou rupture hydraulique). Elle peut dans certains cas les exiger. La mise en place de ces dispositifs, leur vérification et leur entretien à périodicités adaptées, sont dans tous les cas à la charge du Client.

### 21 - Infractions et pénalités

#### 21.1 - Infractions

Les relevés de compteur, la surveillance et la sécurité des ouvrages sont assurés par les agents de la SCP. Ils sont habilités à constater tout manquement aux obligations contractuelles ou toute infraction et, le cas échéant, à dresser des procès-verbaux. Fait notamment l'objet de poursuites judiciaires toute manœuvre qui tend à modifier le comptage de l'eau, l'enregistrement ou la limitation du débit, ou encore à dériver l'eau en amont des appareils destinés à réaliser ces opérations, ainsi que le défaut de protection des réseaux collectifs. En aucun cas, l'eau brute ne peut être cédée à un tiers sans l'accord préalable de la SCP. Toute infraction aux présentes conditions générales met la SCP en droit de percevoir les pénalités prévues à l'article 21.2 ci-après indépendamment des poursuites judiciaires qui pourront être engagées.

#### 21.2 - Pénalités

Toute infraction dûment constatée, indépendamment des sanctions pénales et de la réparation du dommage éventuel, sera assortie des pénalités suivantes :

- pour toute violation des dispositions du présent texte, notamment usage de l'eau non conforme et cession d'eau à un tiers : deux fois la valeur de la redevance annuelle de débit,
- pour fraude, rupture frauduleuse du plombage des appareillages : quatre fois la valeur de la redevance annuelle de débit,
- pour dégradation par malveillance des installations affectées au Client ou défaut de

protection des réseaux collectifs SCP : quatre fois la valeur de la redevance annuelle de débit.

En cas de récidive, les pénalités ci-dessus sont doublées. Ces infractions pourront entraîner la résiliation, de plein droit et sans intervention judiciaire, du contrat par la SCP, ou la suppression de la fourniture de l'eau à titre temporaire.

### 3 - CONTRAT ET TARIFS

#### 30 - Établissement du contrat

La signature d'un contrat est la condition préalable à toute fourniture d'eau. Il peut inclure plusieurs postes de livraison précisant pour chacun les débits souscrits.

##### 30.1 - Durée du contrat

Le contrat prend effet à la date de sa signature par les parties.

Le contrat est conclu pour une période d'une durée minimum de cinq ou dix années. La date d'expiration du contrat est fixée au plus tôt au 31 décembre de la cinquième ou de la dixième année suivant celle de la mise à disposition de l'eau.

Après cette période, le contrat est renouvelable par tacite reconduction pour des périodes égales à la première sauf conditions particulières ou dénonciation par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec préavis d'un an avant la date d'expiration du contrat.

##### 30.2 - Débit souscrit au contrat

Le contrat précise les débits souscrits par type de fourniture à chaque poste de livraison et par unité entière de débit.

Chaque débit souscrit est attaché à un seul poste de livraison. Pour chaque poste, le Client peut ajuster les débits souscrits à la baisse pendant la durée du contrat. Pour un contrat de dix ans, le cumul des ajustements à la baisse effectués sur la durée du contrat pourra au plus représenter vingt pour cent de la somme des débits souscrits en annuel et saisonnier à la date de prise d'effet du contrat ou de sa reconduction. Pour les contrats d'une durée de cinq ans, le cumul pourra au plus représenter dix pour cent de cette somme.

Le Client peut également transférer en saisonnier ou annuel des débits souscrits en secours, et en annuel des débits souscrits en saisonnier. Les augmentations de débit sont acceptées par la SCP dans la limite de la capacité de transport de ses ouvrages. Le Client doit informer la SCP des ajustements de ses souscriptions avant le 31 décembre de l'année précédente pour les débits qu'il souhaite réduire, et au plus tard le 31 mars de l'année en cours dans tout autre cas. Des modifications en hausse du débit souscrit en saisonnier pourront être acceptées au-delà de cette date dans la limite de dix pour cent des débits précédemment souscrits en annuel et saisonnier. Toute augmentation de débit postérieure au 31 mars, au-delà de la limite des dix pour cent exprimée ci-dessus, relève des conditions pour « fournitures imprévues » définies au Titre 5.

Les modifications du contrat prennent effet au 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours.

##### 30.3 - Conditions applicables au contrat

Des conditions spéciales peuvent compléter les présentes conditions générales, notamment si l'eau desservie fait l'objet d'un traitement préalable. Des clauses particulières peuvent également figurer au contrat. Ces conditions particulières prévalent sur les conditions générales.

##### 30.4 - Règlement des litiges

Préalablement à toute saisine éventuelle des juridictions compétentes, les parties s'engagent à se rencontrer, à l'initiative de la partie la plus diligente. Elles peuvent décider de choisir, d'un commun accord, un conciliateur afin de régler leur différend. A défaut, et après constatation du différend par lettre recommandée avec accusé de réception, la partie la plus diligente saisira le Tribunal de Commerce d'Aix-en-Provence auprès duquel il est fait élection.

### 31 - Réalisation et modification du raccordement

#### 31.1 - Raccordement

Le raccordement du Client à partir des ouvrages de la SCP, jusque et y compris le poste de livraison, est exécuté par la SCP aux frais du Client.

La SCP présente au Client un devis. Ce devis est accepté et réglé par le Client préalablement à l'exécution des travaux. Les installations construites deviennent, jusques et y compris le poste de livraison, la propriété exclusive de la SCP, dans le cadre du patrimoine concédé. Elle en assure l'entretien et l'exploitation. Les conditions de raccordement doivent assurer la protection du réseau collectif de la SCP telle qu'explicitée à l'article 20.7.

#### 31.2 - Modifications du raccordement

Le Client s'interdit d'apporter lui-même une quelconque modification aux installations de la SCP. Les modifications du raccordement demandées par le Client et acceptées par la SCP sont exécutées par cette dernière aux frais du demandeur. Elles font l'objet d'un devis qui est présenté au Client pour acceptation. La modification du raccordement ne peut intervenir qu'après acceptation et paiement par le Client.

### 32 - Tarifs

#### 32.1 - Tarifs par types de fourniture

A chacun des types de fourniture définis à l'article 12 correspond un tarif :

- le tarif normal,
- le tarif saisonnier,
- le tarif secours.

La fourniture annuelle peut par ailleurs être associée à un tarif adapté lorsqu'une convention est passée avec le Client pour tenir compte de la fourniture d'une ressource en eau et, ou d'une adduction ou encore de la mise en place d'une gestion coordonnée de ressources en eau.

#### 32.2 - Zones tarifaires

Les tarifs du service de l'eau sont définis par zones géographiques, nommées zones tarifaires « 1 », « 2 » et « 3 ». La commune d'implantation du poste de livraison du Client détermine la zone tarifaire appliquée (voir la « liste des communes par zone tarifaire »).

#### 32.3 - Structure des tarifs

Les tarifs des « Eaux Urbaines » comprennent trois ou, s'il y a lieu, quatre termes :

- une redevance annuelle de débit proportionnelle au débit souscrit par le Client,
- une redevance de consommation hors pointe, proportionnelle au nombre de mètres



- cubes d'eau consommés en période hors pointe,
- une redevance de consommation en pointe, proportionnelle au nombre de mètres cubes d'eau consommés en période de pointe,
- une redevance pour pompage lorsque la livraison de l'eau exige un relèvement de celle-ci.

### 32.4 - Redevance annuelle de débit

Pour chacun des tarifs, la redevance annuelle de débit est le produit du débit souscrit par le Client par la redevance de débit au litre/seconde de la zone tarifaire dont il relève. Pour les tarifs associés à la fourniture annuelle, la redevance annuelle de débit ainsi calculée est pondérée par le Coefficient d'Utilisation des Ouvrages (C.U.O.). Le C.U.O. a pour objet d'inciter le Client à lisser sa consommation sur l'année. Il est calculé selon la formule :

$$\frac{V}{Q} \times \frac{1}{50\,000}$$

, où Q est le débit souscrit en normal en l/s et V la consommation annuelle du Client associée à ce débit, en m<sup>3</sup>. Le C.U.O. est compris entre 0,92 pour la consommation annuelle maximum par litre/seconde (soit 31 536 mètres cubes) et 1,5 pour une consommation nulle.

### 32.5 - Redevances proportionnelles à la consommation

La consommation est facturée au mètre cube.

#### 32.5.1 - Périodes hors pointe et de pointe

La période hors pointe s'étend du 1<sup>er</sup> janvier au 14 mai inclus et du 15 septembre au 31 décembre inclus. La période de pointe s'étend du 15 mai au 14 septembre inclus.

#### 32.5.2 - Franchise de consommation et coefficient de prélèvement pour le tarif secours

La souscription d'un débit de secours est assortie d'une franchise annuelle de consommation fixée à trois cents mètres cubes par litre/seconde souscrit.

Les redevances proportionnelles à la consommation du tarif secours sont modulées en fonction des volumes consommés par les coefficients R1, R2 et R3 de prélèvements suivants :

- R1 = 1 pour une consommation comprise entre 300 et 3 000 m<sup>3</sup> par l/s souscrit,
- R2 = 0,5 pour une consommation comprise entre 3 001 et 6 000 m<sup>3</sup> par l/s souscrit,
- R3 = 0,2 pour une consommation supérieure à 6 001 m<sup>3</sup> par l/s souscrit.

### 32.6 - Redevance pour pompage

Si, pour satisfaire à la garantie de débit assurée aux Clients, la SCP est contrainte d'effectuer un relèvement des eaux par pompage, le prix du mètre cube est alors majoré d'une redevance dite de pompage, calculée suivant la formule :

0,005 x P x H dans laquelle :

- P est le prix du kilowattheure, majoré des taxes et contributions en application, tel qu'il sera défini au moment de la révision des barèmes par le tarif de fourniture d'électricité en vigueur,

En période de pointe, le prix du kilowattheure correspond à celui des heures pleines d'été, En période hors pointe, le prix du kilowattheure correspond aux heures pleines d'hiver,

- H est la hauteur de pompage, exprimée en mètres.

## 4 - FACTURATION ET REGLEMENT DES REDEVANCES

### 40 - Relève des consommations

La SCP procède aux relevés de compteurs avec une périodicité adaptée aux types de fourniture souscrits, au minimum mensuelle. Lorsque le contrat est souscrit pour plusieurs types de fourniture et dans le cas où le poste de livraison n'est équipé que d'un seul compteur totalisateur, les volumes délivrés pendant les périodes de prélèvements simultanés de ces différentes fournitures seront répartis comme suit. Les volumes seront répartis par tranches en affectant au tarif normal un volume maximal de 80 m<sup>3</sup>/j par litre/seconde souscrit en annuel. Le surplus éventuel sera affecté au tarif saisonnier dans la même limite de 80 m<sup>3</sup>/j par litre/seconde souscrit en saisonnier. Le volume résiduel sera affecté au tarif secours. Le calcul s'effectuera pour chaque période comprise entre deux relevés successifs des appareils de comptage.

En l'absence de précision sur les périodes de prélèvement, la durée d'utilisation du secours sera réputée s'étendre de la date de la demande d'utilisation de cette fourniture au 31 décembre de l'année d'utilisation.

### 41 - Facturation et règlement des redevances

#### 41.1 - Modalités de facturation des redevances

Le Client titulaire d'un contrat du service des «Eaux Urbaines» reçoit quatre factures par an : trois factures d'acompte en janvier, juin et octobre de l'année n, puis une quatrième facture définitive en janvier de l'année n+1.

Les barèmes des redevances de débit et des redevances proportionnelles à la consommation, utilisés pour la facturation, sont révisés chaque année suivant la formule de révision des prix précisée à l'article 42. Ces barèmes annuels sont édités au début de l'année n.

LA PREMIÈRE FACTURE, émise au cours du mois de janvier de l'année n, correspond au règlement d'un acompte représentant la première moitié des redevances annuelles de débit dues au titre de l'année n.

LA DEUXIÈME FACTURE, émise entre le 15 mai et le 15 juin de l'année n, correspond au règlement :

- de la deuxième moitié des acomptes sur les redevances annuelles de débit dues au titre de l'année n ;
- des redevances proportionnelles à la consommation en période hors pointe constatée entre la date du relevé effectué en décembre de l'année n-1 et le 14 mai de l'année n pour chaque type de fourniture.

LA TROISIÈME FACTURE, émise dans le courant du mois d'octobre de l'année n correspond au règlement des redevances proportionnelles à la consommation en période de pointe constatée du 15 mai de l'année n au 14 septembre de l'année n, pour chaque type de fourniture.

LA QUATRIÈME FACTURE, émise au début de l'année n+1, correspond au règlement :

- pour la fourniture annuelle : du solde de la redevance annuelle de débit de l'année n compte tenu du coefficient d'utilisation des ouvrages et déduction faite des acomptes

versés.

- quel que soit le type de fourniture :

- des montants des redevances annuelles proportionnelles à la consommation en période hors pointe constatée du 15 septembre jusqu'à la date du relevé effectué en décembre de l'année n pour chaque type de fourniture,
- des montants des redevances de débit supplémentaires souscrits en cours d'année n et n'ayant pas fait l'objet d'une facturation préalable.

#### 41.2 - Modalités particulières de facturation pour les nouveaux postes de livraison

Pour les postes de livraison mis en service en cours d'année n, le montant des acomptes est facturé comme indiqué à l'article 41.1. Le montant des acomptes ainsi que la valeur de la redevance annuelle de débit sont déterminés pour les fournitures annuelles et de secours au prorata du temps restant à courir à partir de la date de mise à disposition des eaux jusqu'au 31 décembre. Pour la fourniture saisonnière, la redevance annuelle de débit est déterminée au prorata de la période de mise à disposition des débits saisonniers, à partir de la date de mise à disposition de l'eau. Pour les fournitures annuelles, les paramètres fixes du coefficient d'utilisation des ouvrages, pris en compte dans la facturation effectuée en janvier de l'année n+1, sont réduits au prorata du temps écoulé du 1<sup>er</sup> janvier de l'année n jusqu'à la date de mise à disposition de l'eau.

#### 41.3 - Délais de paiement des factures

Le délai maximum de paiement est de 30 jours suivant la date d'émission de la facture.

Le paiement des factures, dans le délai fixé ci-dessus, peut être effectué par prélèvement automatique ou virement bancaire ou postal.

À partir du jour suivant la date d'échéance de la facture, le Client est redevable de plein droit des intérêts de retard. Leur taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majorée de huit points de pourcentage. En outre, tout retard de paiement entraîne l'application d'une indemnité forfaitaire de quarante euros pour frais de recouvrement. Une indemnité complémentaire pourra être réclamée, sur justificatifs, si les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire.

#### 41.4 - Taxes et impôts

Les tarifs définis à l'article 32 s'entendent hors taxes.

Conformément à la législation en vigueur, les redevances sont majorées, lors de la facturation, de la TVA et des charges fiscales ou redevances éventuellement applicables au service de l'eau. La SCP est notamment chargée de collecter, les redevances de l'Agence de l'Eau sur les prélèvements d'eau. Le montant facturé est proportionnel aux volumes d'eau prélevés, c'est-à-dire aux volumes effectivement livrés et affectés du coefficient de rendement des ouvrages.

#### 41.5 - Envoi des factures et responsabilité du paiement

Les factures sont établies au nom du Client. La SCP peut accepter de les établir à l'adresse d'un tiers désigné comme payeur par le Client. Les factures peuvent être envoyées au Client sous forme dématérialisée, à sa demande expresse et sous réserve que le Client ait transmis à la SCP les informations nécessaires. En cas de défaut de paiement, seul le Client, titulaire du contrat, demeure responsable du paiement des factures.

### 42 - Révision des redevances

Les redevances annuelles de débit et redevances de consommation varient chaque année en fonction des conditions économiques par application de la formule de révision définie ci-dessous. Les barèmes appliqués au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année résulteront du produit des barèmes de référence par le coefficient de révision suivant.

#### 42.1 - Coefficient de révision

Il varie suivant la formule :

$$C = 0,15 + 0,5 \left[ 0,25 \frac{ICHT - E_n}{ICHT - E_0} + 0,6 \frac{TP10a_n}{TP10a_0} \right] + 0,5 \left[ 0,25 \frac{TP11_n}{TP11_0} + 0,6 \frac{TP02_n}{TP02_0} \right]$$

dans laquelle :

- TP02<sub>n</sub>, TP10<sub>a,n</sub>, TP11<sub>n</sub> sont les valeurs, au mois d'août de l'année précédant l'année de facturation, des indices nationaux de travaux publics publiés au BOCCRF concernant respectivement : les ouvrages d'art, les canalisations et adductions d'eau, les canalisations à grande distance,
- ICHT-E<sub>n</sub> est la valeur, au mois de juin de l'année précédant l'année de facturation, de l'indice du coût horaire du travail des salariés de la production et de la distribution d'eau publié par l'INSEE,
- TP02<sub>0</sub>, TP10<sub>a,0</sub>, TP11<sub>0</sub> et ICHT-E<sub>0</sub> sont les valeurs de référence de ces mêmes indices en 2019, soit respectivement 114,7, 111,3, 105,5 et 116,6.

Les calculs sont arrondis au centième pour le prix des redevances et au cent-millième pour le prix des mètres cubes.



## 42.2 - Barèmes de référence

Les barèmes de référence sont les barèmes appliqués pour l'année 2020 :

	Zone tarifaire	Valeurs de référence en euros hors taxes			
		Unités	Tarif Normal	Tarif Saisonnier	Tarif Secours
Redevance de débit	Zone 1	€ par l/s	3788,70+6440,79/(Q-1)	1894,35	1262,90
	Zone 2	€ par l/s	2327,37+3956,53/(Q-1)	1163,69	775,79
	Zone 3	€ par l/s	494,41+840,50/(Q-1)	247,21	164,80
Redevance de consommation hors pointe	Zones 1, 2 et 3	€/m <sup>3</sup>	0,11814	0,29535	0,59070
Redevance de consommation en pointe	Zone 1	€/m <sup>3</sup>	0,37090	0,92725	1,85450
	Zone 2	€/m <sup>3</sup>	0,27139	0,67848	1,35695
	Zone 3	€/m <sup>3</sup>	0,12491	0,31228	0,62455

Q est la valeur du débit souscrit en unité de litres par seconde.

## 42.3 - Remplacement d'indices

Dans l'hypothèse où ces indices ne seraient plus publiés, la SCP en substituerait de nouveaux en référence aux séries officiellement publiées et en relation directe avec l'objet du contrat. Cette substitution interviendrait sans changement de la structure, ni du niveau des tarifs et serait portée à la connaissance du Client qui, à défaut de manifestation contraire, sera réputé l'accepter.

## 5 - DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES AUX FOURNITURES IMPRÉVUES

### 50 - Conditions de fourniture

Le Client ou son représentant, dûment mandaté, et plus largement toute collectivité ou établissement public ou privé qui en a besoin, peut demander à la SCP de délivrer pendant des périodes de temps limitées, des débits qui n'ont pas été souscrits contractuellement. Ces fournitures ont un caractère très exceptionnel et ne constituent pas une obligation pour la SCP qui les effectue en fonction des possibilités d'exploitation de ses ouvrages. Ces dessertes particulières devront obligatoirement faire l'objet d'une demande écrite préalable, précisant l'acceptation des présentes conditions générales. Ce service sera immédiat si le raccordement le permet, ou s'effectuera dès son adaptation ou sa réalisation, dans la mesure toutefois où cette demande peut être techniquement satisfaite, sans perturber la desserte des autres Clients et le fonctionnement des ouvrages de la SCP.

### 51 - Durée d'application

La durée de mise à disposition de l'eau prendra fin au 31 décembre de l'année de la demande, sauf si celle-ci a eu lieu au cours du dernier trimestre, auquel cas la mise à disposition de l'eau sera prorogée au début de l'année suivante avec une durée totale de trois mois à partir de la demande.

### 52 - Mesure des consommations

Les débits et volumes délivrés sont réglés, contrôlés et mesurés à l'aide d'appareils équipant le poste de livraison ainsi qu'il est précisé à l'article 20.5. Toutefois, lorsque le Client est déjà titulaire d'un contrat du service de l'eau et dans le cas où le poste de livraison n'est équipé que d'un seul compteur totalisateur, les volumes délivrés pendant les périodes de fournitures imprévues seront calculés par différence entre le volume total prélevé et les volumes affectés aux autres fournitures, égaux à 86,4 m<sup>3</sup> par jour et par litres/seconde souscrits.

### 53 - Tarif

Le service de l'eau, dans le cadre des fournitures imprévues, est facturé suivant un tarif comprenant :

- une redevance proportionnelle au débit délivré,
- une redevance proportionnelle au nombre de mètres cubes consommés en période hors pointe,
- une redevance proportionnelle au nombre de mètres cubes consommés en période de pointe,
- une redevance pour pompage, lorsque la livraison de l'eau exige un relèvement de celle-ci.

**53.1** - Le montant de la redevance de débit est égal à six fois le produit du débit maximum prélevé, exprimé en litre/seconde, par la valeur de la redevance de débit par litre/seconde applicable au tarif secours, correspondant à la zone tarifaire dont dépend le raccordement du Client.

**53.2** - Les volumes consommés au titre des fournitures imprévues pendant la période hors pointe sont facturés au mètre cube à un prix égal à celui du mètre cube applicable au tarif secours pour la période hors pointe, sans application du coefficient de prélèvement indiqué à l'article 32.5.2.

**53.3** - Les volumes consommés au titre des fournitures imprévues pendant la période de pointe sont facturés au mètre cube à un prix égal à celui du mètre cube applicable au tarif secours pour la période de pointe, correspondant à la zone tarifaire dont dépend le raccordement sans application du coefficient de prélèvement indiqué à l'article 32.5.2.

**53.4** - La redevance pour pompage est calculée dans les conditions définies à l'article 32.6.

## 54 - Facturation et règlement des redevances

**54.1** - Les clauses figurant au titre 4 « Facturation et règlement des redevances » sous les numéros d'articles 41.3, 41.4, et 42, s'appliquent aux fournitures faites pour les fournitures imprévues.

**54.2** - Ce service fera l'objet de facturations périodiques au tarif « fournitures imprévues » (voir article 53).

La première facture comprend au minimum la redevance de débit en sus des volumes déjà consommés.

## 6 - CONFIDENTIALITE DES DONNEES PERSONNELLES

Dans le strict respect de la réglementation applicable à la protection des données personnelles, et notamment le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (« RGPD ») et la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 dite « Informatique et Libertés », la SCP, en tant que responsable de traitement, est amenée à collecter et à traiter vos données personnelles dans le cadre, notamment, de l'exécution des services souscrits. Ces traitements ont pour finalités la délivrance du service, l'information des personnes concernées ayant souscrit à une newsletter à finalité commerciale, l'établissement de statistiques, ou encore la mise en œuvre de services complémentaires grâce à un compteur communicant, tels qu'une alerte de surconsommation, de fuite ou de gel, ou encore le suivi de votre consommation selon la fréquence que vous avez déterminée au moment de la souscription du service. Hormis les cas où le traitement de vos données personnelles est nécessaire à l'exécution du contrat nous liant, à notre intérêt légitime ou au respect d'une obligation légale qui nous est imposée, nous traiterons vos données personnelles uniquement si vous y avez consenti, de manière libre, expresse, spécifique, éclairée et univoque : une case collectant votre consentement est à cocher afin de pouvoir bénéficier des services associés aux compteurs communicants ou à la newsletter. Pour votre parfaite information, dans le cadre de l'exécution du service, la SCP peut être amenée à traiter vos données personnelles après les avoir anonymisées.

La SCP peut être amenée à communiquer à des tiers (communes, administrations,...) sur leur demande, les caractéristiques de la desserte de ses Clients.

Aucune information n'est communiquée à des tiers à des fins commerciales sans accord préalable de votre part.

Dans les modalités prévues par la réglementation applicable, vous pouvez accéder aux données vous concernant, les rectifier, demander leur effacement ou leur portabilité ou exercer votre droit à la limitation du traitement de vos données. Vous pouvez retirer à tout moment votre consentement au traitement de vos données en modifiant vos préférences depuis votre compte en ligne ou en cliquant sur le lien de désinscription prévu dans tout emailing, ou encore en vous opposant au traitement de vos données. Vous disposez également du droit de définir des directives post-mortem concernant vos données personnelles. L'ensemble de ces droits peut être exercé auprès de la SCP par voie postale en vous adressant à : Madame la Déléguée aux Données Personnelles - Le Tholonet CS 70064, 13162 AIX EN PROVENCE CEDEX 5, ou par courrier électronique, en vous adressant à : [dpd@canal-de-provence.com](mailto:dpd@canal-de-provence.com). Vous disposez également du droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle telle que la CNIL. Pour en savoir plus sur le traitement de vos données personnelles et vos droits, veuillez consulter notre charte RGPD accessible sur notre site internet.

## 7 - LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

La lutte contre la fraude et la corruption dans toutes les pratiques d'affaires est une priorité pour la SCP. Ses attentes et engagements en la matière sont énoncés dans le Code de Conduite SCP consultable sur le site internet [www.canaldeprouvence.com](http://www.canaldeprouvence.com).

Le Client garantit que, dans le cadre des relations engagées avec la SCP, lui-même et l'ensemble de ses sociétés affiliées, dirigeants, salariés et toute personne physique ou morale intervenant pour son compte ainsi que ses sous-traitants respectent les lois et réglementations applicables en matière de lutte contre la fraude et la corruption.

## 8 - CONDITIONS D'APPLICATION DES CONDITIONS GÉNÉRALES

### 8.1 - Prise d'effet

Les présentes conditions générales sont applicables au 1er mars 2022, les dispositions antérieurement en vigueur, non reprises dans ce document se trouvant purement et simplement annulées. La SCP peut à tout moment modifier les présentes conditions générales, notamment à l'occasion de l'évolution des dispositions réglementaires. Ces modifications ultérieures entreront en vigueur au minimum un mois après avoir été portées à la connaissance du Client. Le Client pourra user de son droit de résiliation dans un délai de trois mois, la résiliation ayant lieu dans ces conditions sans pénalités de part et d'autre. Ces dispositions ne sont pas applicables aux modifications contractuelles imposées par la loi.

### 8.2 - Nullité partielle

Si une ou plusieurs stipulations des présentes conditions générales de vente sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles, en application d'une loi, d'un règlement ou d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et toute leur portée. Les parties conviennent alors de remplacer la clause nulle ou non valide par une clause qui se rapprochera le plus, dans son contenu, de la clause initialement arrêtée.

## LISTE DES COMMUNES PAR ZONE TARIFAIRE

### Zone 1

Allauch, Aubagne, Bagnols-en-Forêt, Bandol, Bargemon, Berre-l'Etang, Bormes-les-Mimosas, Callas, Callian, Carnoules, Carnoux-en-Provence, Carqueiranne, Carry-le-Rouet, Cassis, Cavalaire-sur-Mer, Ceyreste, Châteaudeuble, Châteauneuf-les-Martigues, Claviers, Cogolin, Collobrières, Cornillon-Confoux, Coudoux, Cuers, Draguignan, Ensues-la-Redonne, Evenos, Figanières, Fos-sur-Mer, Fréjus, Gassin, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, Grimaud, Hyères, Istres, La Cadière-d'Azur, La Ciotat, La Crau, La Croix-Valmer, La Fare-les-Oliviers, La Farlède, La Garde, La Londe-les-Maures, La Mole, La Motte, La Penne-sur-Huveaune, La Seyne-sur-Mer, La Valette-du-Var, Lançon-de-Provence, Le Beausset, Le Castellet, Le Lavandou, Le Pradet, Le Revest-les-Eaux, Le Rove, Les Adrets-de-l'Estérel, Les Pennes-Mirabeau, Marnagnan, Marseille, Martigues, Miramas, Montauroux, Montferrat, Ollioules, Pierrefeu-du-Var, Plan-de-Cuques, Plan-de-la-Tour, Port-de-Bouc, Puget-sur-Argens, Puget-Ville, Ramatuelle, Rayol-Canadel-sur-Mer, Rognac, Roquebrune-sur-Argens, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Chamas, Saint-Cyr-sur-Mer,



Sainte-Maxime, Saint-Mandrier-sur-Mer, Saint-Mitre-les-Remparts, Saint-Raphaël, Saint-Victoret, Sanary-sur-Mer, Sausset-les-Pins, Six-Fours-les-Plages, Solliès-Pont, Solliès-Ville, Tourrettes, Toulon, Velaux, Ventabren, Vitrolles.

## Zone 2

Aix-en-Provence, Auriol, Barjols, Beaurecueil, Belcodène, Belgentier, Besse-sur-Issole, Bouc-Bel-Air, Bras, Brignoles, Brue-Auriac, Cabasse, Cabriès, Cadolive, Camps-la-Source, Châteauneuf-le-Rouge, Charleval, Cuges-les-Pins, Eguilles, Flassans-sur-Issole, Flayosc, Forcalqueiret, Fuveau, Gardanne, Garéoult, Gonfaron, Gréasque, La Barben, La Bouilladisse, La Celle, La Destrousse, La Garde-Freinet, La Roquebrussanne, La Roque-d'Anthéron, Lambesc, Le Cannet-des-Maures, Le Luc, Le Muy, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Le Thoronet, Le Val, Les Arcs, Les Mayons, Lorgues, Mazaugues, Méounes-les-Montrieux, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Nans-les-Pins, Néoules, Ollières, Pélissanne, Peynier, Peypin, Pignans, Plan-d'Aups-Sainte-Baume, Pourcieux, Pourrières, Puyloubier, Riboux, Rocbaron, Rognes, Roquevaire, Rougiers, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Sainte-Anastasie-sur-Issole, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, Saint-Savournin, Saint-Zacharie, Seillons-Source-d'Argens, Septèmes-les-Vallons, Signes, Simiane-Collongue, Solliès-Toucas, Taradeau, Tourves, Trets, Vauvenargues, Venelles, Vernègues, Vidauban, Vins-sur-Caramy.

## Zone 3

Artigues, Esparron-de-Pallières, Ginasservis, Gréoux-Les-Bains, Jouques, La Verdère, Montmeyan, Peyrolles-en-Provence, Rians, Saint-Julien-le-Montagnier, Régusse, Saint-Martin, Saint-Paul-lez-Durance, Vinon-sur-Verdon.



Société du Canal de Provence et d'aménagement de la région provençale  
Le Tholonet - CS 70064 - 13182 Aix-en-Provence Cedex 5 - canaldeprovence.com  
Centre Service Clients - Tél : 0969 390 900 (N° Cristal : appel non surtaxé) - Email : csc@canal-de-provence.com  
Société Anonyme d'Économie Mixte au Capital de 3 762 800 € - 057 813 131 R.C.S Aix-en-Provence FR10 057 813 131

